

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 31/05/2018

N° : 2018/079

SOMMAIRE

↳ Conseil de Territoire du 13 février 2018

Vie urbaine	page 5
Proximité	page 68
Vie économique	page 92

↳ Conseil de Territoire du 20 mars 2018

Fonctionnement	page 104
Vie urbaine	page 118
Proximité	page 133
Vie économique	page 154

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SÉANCE DU 13 FEVRIER 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 FÉVRIER 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 14 février 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - Mireille BALOCCO - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Garo HOVSEPIAN - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Guy MATTEONI - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Emmanuelle SINOPOLI - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-France DROPY OURET - Marie-Josée BATTISTA représentée par Isabelle SAVON - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Jean-Louis BONAN représenté par Annie GRIGORIAN - Patrick BORE représenté par André GLINKA-HECQUET - Nicole BOUILLLOT représentée par Alain CHOPIN - Frédéric BOUSQUET représenté par Richard MIRON - Valérie BOYER représentée par Stéphane PICHON - Gérard CHENOZ représenté par Solange BIAGGI - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Arlette FRUCTUS représentée par Monique CORDIER - Bruno GILLES représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Martine GOELZER représentée par Claudette MOMPRIVE - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Albert GUIGUI représenté par Albert LAPEYRE - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Gisèle LELOUIS représentée par Dany LAMY - Patrick MAGRO représenté par Marc POGGIALE - Christophe MASSE représenté par Marc LOPEZ - Florence MASSE représentée par Nathalie PIGAMO - Marcel MAUNIER représenté par Jeanne MARTI - André MOLINO représenté par Sophie CELTON - Grégory PANAGOUDIS représenté par Guy MATTEONI - Christyane PAUL représentée par Michèle EMERY - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Julien RAVIER représenté par Laurence LUCCIONI - Carine ROGER représentée par Martine RENAUD - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick GHIGONETTO - Jocelyne TRANI représentée par Jacques BESNAÏNOU - Cédric URIOS représenté par Richard FINDYKIAN - Martine VASSAL représentée par Jean MONTAGNAC.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Nadia BOULAINSEUR - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Yann FARINA - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Martine MATTEI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Lionel ROYER-PERREAUT - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-001/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 1 Domaine des Durbecs appartenant à Madame Danielle Cucchiara nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement

**Avis du Conseil de territoire
DUFSV 18/16178/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 1 Domaine des Durbecs Paroyes appartenant à Madame Danielle Cucchiara, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux,

en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage

des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Cucchiara ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 82 m² environ à détacher de la parcelle 882 E 307, moyennant la somme de 4920 euros (quatre mille neuf cent vingt euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 140 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- L’avis de France Domaine n°2017-213V1156 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située 1 Domaine des Durbecs Paroyes appartenant à Madame Danielle Cucchiara, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 82 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 307 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l’occupation temporaire d’environ 140 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située 1 Domaine des Durbecs Paroyes appartenant à Madame Danielle Cucchiara, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 002-002/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 339 chemin de la Rose à la Grave appartenant à Monsieur Albergne François nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16157/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 339 chemin de la Rose à la Grave appartenant à Monsieur Albergne François nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux

s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires

préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),

- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Albergne François ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une bande de terrain de 580 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 84 et sur la cession d'une bande de terrain de 74m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 245, moyennant la somme globale de 37 340 euros (trente sept mille trois cent quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 285 m² environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 84 et d'une surface de 69m2 environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 245 (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2589 en date du 24 février 2017 et n°2017-217V1155 en date du 28 août 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 339 Chemin de la Rose, appartenant à Monsieur Albergne François, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette bande de terrain de 580 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879C 84 et l'acquisition d'une parcelle de terrain de 74m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 245 permettront la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 285 m² sur la parcelle cadastrée 879 C 84 et de 69m² sur la parcelle cadastrée 879 C 245 permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l' « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 339 Chemin de la Rose, appartenant à Monsieur Albergne François, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 003-003/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant aux consorts Blanc et Formento nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de territoire DUFSV 18/16171/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipeement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti,

infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,

- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein

droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 266 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 219, moyennant la somme de 15490 euros (quinze mille quatre cent quatre-vingt dix euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 138m² sur la parcelle cadastrée 882 D 219, moyennant la somme de 3450 euros (trois mille quatre cent cinquante euros).

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 184 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n°2017-213V1156 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 266 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 219 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la servitude en tréfonds de 138 m² environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 184 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Madame Formento Hélène nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 004-004/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant aux consorts Blanc et Formento nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16147/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la

Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau

sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 283 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0220, moyennant la somme de 16 465 Euros (seize mille quatre cent soixante cinq euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 163 m² sur la parcelle cadastrée 882 D 220, moyennant la somme de 4 075 euros (quatre mille soixante quinze euros).

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 219 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L’avis de France Domaine n° 2016-213V3102 en date du 7 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 283 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0220 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Qu'un accord amiable a été trouvé sur l'institution d'une servitude en tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 163 m² sur la parcelle cadastrée 882 D 220 ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 219 m² permettra la réalisation des travaux ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 22 chemin des Paroyes appartenant à Madame Blanc Denise et Monsieur Formento Philippe nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 005-005/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine appartenant à l'Association Syndicale Libre la Plaine nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16154/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes

Lotissement de la Plaine Voie commune du lotissement appartenant à l'Association Syndicale Libre la Plaine représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité

équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,

- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Syndicale Libre la Plaine, représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 121 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 318 moyennant la somme de 13 470 euros (treize mille

quatre cent soixante dix euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1158 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Voie commune du lotissement appartenant à l'Association Syndicale Libre la Plaine représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 121 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0318 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes – Lotissement de la Plaine voie commune du lotissement appartenant l'Association Syndicale Libre la Plaine représentée par Monsieur Frédéric Bourrellon, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 006-006/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 2 appartenant aux consorts Ravel et Bouju nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16141/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 2 appartenant à Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,

- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 86 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0312, moyennant la somme de 9646 euros (neuf mille six cent quarante six euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 61 m² sur la parcelle cadastrée 882 D 312, moyennant la somme de 1 525 euros (mille cinq cent vingt cinq euros).

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 122 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1159 en date du 28 août 2017 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 2 appartenant à Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 86 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0312 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la servitude en tréfonds de 61 m² environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 122 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 2 appartenant à Madame Christine Ravel et Monsieur Alexandre Bouju nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 007-007/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 3 appartenant aux consorts Regaoui et Sadaoui nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les**

Xaviers la Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16145/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 3 appartenant à Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadaoui nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones

inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du

n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt

général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadaoui ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 88 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 313 moyennant la somme de 9 864 Euros (neuf mille huit cent soixante quatre euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 109 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1160 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 3 appartenant à Madame Lilia Regaoui et Monsieur Samir Sadaoui nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 88 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0313 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 109 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 3 appartenant à Madame Lilia Regaoui et

Monsieur Samir Sadaoui nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 008-008/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 4 appartenant aux consorts Antetomaso et Lanes nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 4 appartenant à Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 54 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 314 moyennant la somme de

6 150 Euros (six mille cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 104 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1158 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 4 appartenant à Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 54 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0314 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 104 m² permettra la réalisation des travaux ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 4 appartenant à Madame Elodie Antetomaso et Monsieur Jean-Michel Lanes nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 009-009/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des paroyes Lotissement de la plaine Lot 5 appartenant aux consorts Yeramian et Courtois nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16159/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 5, appartenant à Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipeement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique

actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,

- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 40 m² environ à détacher de la parcelle

882 D 315, moyennant la somme de 4560 euros (quatre-mille cinq-cent soixante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 106 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1163 en date du 28 août 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 5, appartenant à Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 40 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 315 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 106 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 5, appartenant à Madame Carole Yeramian et Monsieur Marc Courtois, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 010-010/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes - Lotissement de la Plaine Lot 6 appartenant à la SARL Foncière Du Cedre nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16158/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes - Lotissement de la Plaine Lot 6 appartenant à la SARL Foncière Du Cedre nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole

Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence .

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti,

infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,

- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein

droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL Foncière du Cèdre, représentée par Monsieur Sébastien Ruriack ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 79 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 316, moyennant la somme de 8881 euros (huit-mille huit-cent quatre-vingt-un euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 103 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-217V1154 en date du 23 août 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 6, appartenant à la SARL Foncière du Cèdre, représenté par Monsieur Sébastien Ruriack, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 79 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 316 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 103 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 Chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine lot 6, appartenant à la SARL Foncière du Cèdre, représenté par Monsieur Sébastien Ruriack, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 011-011/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes Lotissement de la Plaine Lot 7 appartenant aux consorts Dargentolle et Bourrellon nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16142/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes – Lotissement de la Plaine Lot 7, appartenant à Monsieur Frédéric Bourrellon et Madame Isabelle Dargentolle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des

impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la

Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence .

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole

Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Frédéric Bourrellon et Madame Isabelle Dargentolle ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0317, moyennant la somme de 4 902 euros (quatre mille neuf cent deux euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 55 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1648 en date du 28 août 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes – Lotissement de la Plaine Lot 7, appartenant à Monsieur Frédéric Bourrellon et Madame Isabelle Dargentolle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0317 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 55 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 44 chemin des Paroyes – Lotissement de la Plaine Lot 7, appartenant à Monsieur Frédéric Bourrellon et Madame Isabelle Dargentolle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 012-012/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BAS nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 18/16146/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BAS nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section CP n° 231 d'une superficie de 144 m² propriété des consorts BAS.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les consorts BAS acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 23 040 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BAS nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les consorts BAS afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BAS nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 013-013/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise nécessaire à la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16168/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise nécessaire à la

régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section CM n° 273 d'une superficie de 369 m², propriété de la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise accepte de céder la parcelle moyennant la somme de 1 euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle

appartenant à la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise nécessaire à la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise afin de permettre la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la Société Anonyme d'Economie Mixte Marignanaise nécessaire à la régularisation foncière de la rue Figueras à Marignane».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 014-014/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à la SCI du Bosquet nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16156/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à la SCI du Bosquet nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux bandes de terrain à détacher des parcelles cadastrées AO 307 et 308 d'une superficie totale de 102 m² environ, propriétés de la SCI du Bosquet à Gignac-la-Nerthe.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI du Bosquet accepte de céder ces terrains moyennant la somme de 3 264 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à la SCI du Bosquet nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCI du Bosquet afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à la SCI du Bosquet nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 015-015/18/CT

■ Cession à titre onéreux du lot n° 15 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la commune de La Ciotat à la SCI AMBER

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16163/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot n° 15 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI AMBER, sise ZI Les Paluds – Pôle Performance – Bât. C2 - BP 1427 – 13785 Aubagne Cedex » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la

commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 15 issu des parcelles cadastrées CH n° 14p, CH n° 15p, CK n° 689p et CK n° 707p et une parcelle déclassée du Domaine Public en cours de renumérotation, à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 6000m² à la SCI AMBER, pour un montant global de 414 000 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 2 700m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage de laboratoire et de bureaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 15 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI AMBER, sise ZI Les Paluds – Pôle Performance – Bât. C2 - BP 1427 – 13785 Aubagne Cedex ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 15 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SCI AMBER de réaliser un programme immobilier à usage de laboratoire et de bureaux.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 15 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI AMBER, sise ZI Les Paluds – Pôle Performance – Bât. C2 - BP 1427 – 13785 Aubagne Cedex ».

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VU 016-016/18/CT

■ Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède - Rue de Lyon à Marseille 15ème arrondissement appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence à Euroméditerranée nécessaire à la réalisation de l'Ilôt XXL dans la ZAC Littorale

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16161/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou

partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – 13015 Marseille, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'Ilôt XXL, dans la ZAC Littorale » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires, tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'Ilôt XXL). La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000m² de SDP (le Projet), porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'en engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018. Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner l'ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier-Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre, devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Ecoquartier méditerranéen, sur le Périmètre, reproductible dans la métropole marseillaise ;
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des Puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants ;
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants ;
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux ;
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000m² de surface de plancher.

Le foncier devant faire l'objet de la cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit Ilôt phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon, qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² sdg.

C'est pourquoi il a été décidé par délibération N° URB 021-2191/17/BM en date du 13 juillet 2017, d'approuver le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle cadastrée 901 A 00120 de 2 048m², sise angle avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – Marseille 15^{ème}, préalablement déclassée du Domaine Public Métropolitain. Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Seulement aujourd'hui, il convient de reprendre cette délibération pour disposer d'un avis des Services Fiscaux en cours de validité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte de cession et l'avis de France Domaine en date du 13/12/2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – 13015 Marseille, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'Ilôt XXL, dans la ZAC Littorale ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une fois le déclassement du Domaine Public métropolitain de la parcelle approuvé, la cession de ladite parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée, d'engager sa première phase opérationnelle sur l'Ilôt XXL (ZAC Littorale) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – 13015 Marseille, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'Ilôt XXL, dans la ZAC Littorale ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 017-017/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Florian - Paul Claudel appartenant à la Copropriété La Fauvière boulevard Romain Rolland - Marseille 10ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16144/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Fauvière, représentée par ERILIA Syndic, sise boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3e tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 1 230m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 101, sise boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, pour un montant de 68 650 Euros (soixante huit mille six cent cinquante euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Fauvière, représentée par ERILIA Syndic, sise boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété La Fauvière, sise boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Fauvière, représentée par ERILIA Syndic, sise boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 018-018/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud - tronçon Florian - Paul Claudel - appartenant aux consorts Boetto et sise 264 bd Paul Claudel - Marseille 10^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16160/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant aux co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 bd Paul Claudel – 13010 Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3e tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de

poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 54m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 D 0082, sise 264 bd Paul Claudel, à Marseille 13010, pour un montant de 6 460 Euros (six mille quatre cent soixante euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian –

Paul Claudel), appartenant aux co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 bd Paul Claudel – 13010 Marseille ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant aux co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 bd Paul Claudel, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant aux co-indivis, Messieurs Boetto Denis et Boetto Gilbert, sise 264 bd Paul Claudel – 13010 Marseille ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 019-019/18/CT

■ Cession à titre gratuit de parcelles de terrain et de lots de volumes sise rue de Turenne et Place Jules Guesde à Marseille 3ème arrondissement à Euroméditerranée nécessaire à la réalisation des Ilots Aix Haut et Aix Bas dans la ZAC Saint Charles

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16162/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent

les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre gratuit de parcelles de terrain et de lots de volumes, sise rue de Turenne et Place Jules Guesde, à Marseille 3^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation des Ilots Aix Haut et Aix Bas, dans la ZAC Saint Charles » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Afin de requalifier l'entrée Nord de la Ville de Marseille, le Préfet des Bouches du Rhône a approuvé par arrêtés préfectoraux du 31 décembre 1997 et du 4 août 2000, la création de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Charles / Porte d'Aix, d'une superficie de 15 hectares.

Dans le cadre des aménagements prévus dans la ZAC, l'Etablissement Public Euroméditerranée (EPAEM) avait demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la cession d'une emprise de la place Jules Guesde et de la rue de Turenne, destinée à la construction d'un Institut Méditerranéen pour la Ville et les territoires (IMVT), inscrit dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Cet Institut a été ciblé par la Ville de Marseille comme faisant partie des opérations prioritaires. Un accord de principe pour un soutien financier de la Ville de Marseille à ce projet a été approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2013.

Cet Institut s'appuiera sur un réseau d'enseignement supérieur et de recherche développé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille (ENSA-M), l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage – Versailles Marseille (ENSP) et par l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) d'Aix-Marseille Université.

La réunion de l'ensemble de ces compétences sur un lieu unique et leur mise en synergie, permettront de réfléchir aux enjeux et propositions pour la ville méditerranéenne de demain et un développement

durable de ses territoires. Ce projet de cohabitation unique en France, géographiquement positionné entre Europe et Méditerranée, propose un ensemble de compétences permettant de traiter tant de l'environnement naturel que des espaces construits à des échelles multiples, compétences sollicitées par les Collectivités Territoriales, l'Etat et ses services déconcentrés, ou encore les bureaux d'études et autres structures.

Pour permettre la réalisation de l'IMTV, des déclassements de voirie ont été nécessaires. En effet, par délibération n° VOI 005-1882/17/CM en date du 30 mars 2017, a été approuvé le déclassement du Domaine Public Métropolitain des emprises issues de la partie haute de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde, maintenant cadastrées 812 E 203 et 812 E 189 et 199.

Etant donné qu'à certains endroits de la rue de Turenne et de la place Jules Guesde se trouvent en tréfonds les tubes du métro 1 et 2, les emprises à déclasser ont fait l'objet de deux divisions en volume :

- Parcelles 812 E 178 et 193 : Volume n° 1.
- Parcelles 812 E 185 et 196 : Volume n° 1.

Il convient donc d'approuver le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée les parcelles et volumes ci-dessus énoncés, afin de permettre la réalisation de l'IMTV.

Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre gratuit de parcelles de terrain et de lots de volumes, sise rue de Turenne et Place Jules Guesde, à Marseille 3^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation des Ilots Aix Haut et Aix Bas, dans la ZAC Saint Charles ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une fois la cession desdites parcelles et lots de volumes approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public Euroméditerranée, celui-ci pourra engager la réalisation d'aménagement des Ilots Aix Haut et Aix Bas dans la ZAC Saint Charles avec l'IMVT ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur « Cession à titre gratuit de parcelles de terrain et de lots de volumes, sise rue de Turenne et Place Jules Guesde, à Marseille 3^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation des Ilots Aix Haut et Aix Bas, dans la ZAC Saint Charles ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 020-020/18/CT

■ Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 La Canebière au CD13 nécessaire à la redynamisation du centre-ville

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16201/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 La Canebière au CD13, nécessaire à la redynamisation du centre-ville» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'opération « Grand Centre Ville » se développe sur un périmètre de 1 000 hectares environ avec 35 pôles d'intervention ciblés et préalablement définis.

Elle vise à accélérer la transformation des quartiers concernés en s'appuyant sur un investissement majeur en matière d'habitat, d'urbanisme commercial, d'équipements et d'espace publics, de tourisme et de vie étudiante.

L'objectif est de concevoir et de mettre en œuvre des programmes complets qui touchent simultanément l'ensemble des composantes de l'habitat et de l'urbain.

Le pôle mazagran se caractérise par la présence forte d'équipements culturels et éducatifs orientant

ainsi les thématiques de ce pôle en direction de la culture, de l'enseignement et de l'activité.

La Métropole a exercé son droit de préemption sur l'immeuble situé au 122 La Canebière le 22 août 2016 en vue d'une restructuration complète de l'immeuble.

Aujourd'hui, le CD13 souhaite acquérir cet immeuble dans un objectif de développement de l'attractivité résidentielle, commerciale et/ou tertiaire sur ce secteur contribuant à la redynamisation du centre ville de Marseille.

La cession au CD13 est réalisée moyennant les indemnités réparties comme suit :

- 500 000 euros pour l'immeuble
- 10 000 euros de frais d'agence
- 6 420 euros représentant les frais d'acte notarié relatifs à l'acquisition par la Métropole

La présente délibération annule et remplace la délibération n° URB 010-1680/17/BM du 30 mars 2017 qui approuvait la cession de l'immeuble 122 La Canebière 13001 Marseille à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 215-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-201V1202 du 15 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la «Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 La Canebière au CD13, nécessaire à la redynamisation du centre-ville».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession de l'immeuble situé 122 La Canebière sur la commune de Marseille permettra de participer à la redynamisation du centre-ville ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la « Cession à titre onéreux d'un immeuble situé 122 La Canebière au CD13, nécessaire à la redynamisation du centre-ville».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 021-021/18/CT

■ Cession à titre onéreux au profit de la société REAL LAND d'un terrain nu sis 211 chemin de la Madrague Ville nécessaire à la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16188/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux au profit de la société REAL LAND d'un terrain nu sis 211 chemin de la Madrague Ville nécessaire à la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Au titre de leurs compétences en matière de développement et d'aménagement économique, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis sa création le 1^{er} janvier 2016 ont étudié et réalisé la création d'une pépinière d'entreprises « le carburateur » afin de valoriser la création d'entreprises sur Marseille Nord sur le site du 211 chemin de la Madrague Ville à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence a enclenché la deuxième phase qui est la réalisation d'un pôle artisanal, soit un bâtiment à vocation artisanale proposant des lots d'environ 100 / 150 m² créant alors une polarité artisanale avec la pépinière déjà présente sur le site.

Pour se faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à consultations afin de désigner un opérateur pour la vente de l'unité foncière nécessaire à cette opération. A l'issue de cet appel à consultation, le candidat sélectionné est REAL LAND.

La vente de la parcelle de 3 098 m² comporte un emplacement réservé de 502 m². L'aménagement de cette partie reste indispensable pour la réalisation du projet pour deux raisons essentielles, parce qu'elle est l'interface entre la zone constructible du terrain et l'espace public, mais surtout parce qu'il existe un mur de clôture en pierre générant un dénivelé entre la voirie et le terrain (plus de deux mètres).

La vente de l'emplacement réservé évitera à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'engager ces travaux d'accessibilité et d'entretenir la parcelle à terme.

Cela permettra également à REAL LAND :

- D'aménager ses voies d'entrées et de sorties du site plus facilement,
- D'aménager et d'entretenir la parcelle par des espaces verts supplémentaires à la réglementation Plan Local d'Urbanisme en vigueur et donc de valoriser le site et son environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux au profit de la société REAL LAND d'un terrain nu sis 211 chemin de la Madrague Ville nécessaire à la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15^{ème} arrondissement. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit de la société REAL LAND d'un terrain nu d'une superficie de 3 098 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 899 L 0001 sis 211 chemin de la Madrague Ville permettra la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux au profit de la société REAL LAND d'un terrain nu sis 211 chemin de la Madrague Ville nécessaire à la réalisation d'un pôle artisanal à Marseille 15^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 022-022/18/CT

■ **Approbation d'un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16166/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par suite de la délibération n° 87/398/UCV du Conseil Municipal du 10 juillet 1987 approuvant le dossier de création de la ZAC Saumaty Séon, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de ce site à la SOLEAM au sens des articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme par la concession d'aménagement n° 89/017 d'une durée initiale de 15 ans prorogée à plusieurs reprises, soit jusqu'au 13 janvier 2019.

Par ailleurs, en application de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont celle de la ZAC Saumaty Séon ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Par deux délibérations concordantes des 16 et 21 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille et le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé le transfert en pleine propriété des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice de la compétence en matière de politique de la Ville et d'équilibre social de l'habitat au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

A ce titre, les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon restant appartenir à la Ville de Marseille ont fait l'objet d'un transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence par un acte administratif en date du 16 octobre 2017.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement de la ZAC Saumaty Séon et de son avenant n° 18 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédante, il convient que le Bureau de la Métropole approuve la cession sous forme d'apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SOLEAM de la parcelle cadastrée Section 911 D n° 15 sise 1 impasse Guichard à Marseille 16^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis de France Domaine n° 2017-216V0712 du 24 mai 2017 ;
- Le projet de délibération portant sur l’« Approbation d’un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d’aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’« Approbation d’un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d’aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement » ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur

l’ « Approbation d’un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d’aménagement de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement ».

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 023-023/18/CT

■ Cession à titre onéreux d'un lot de terrain sis ZAC Empallières à Saint Victoret au profit de la société SCCV ADP pour la réalisation d'un village d'entreprises

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16167/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre onéreux d'un lot de terrain sis ZAC Empallières à Saint Victoret au profit de la société SCCV ADP Saint Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises » satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de sa politique en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a développé la ZAC Empallières sur la commune de Saint Victoret,

secteur identifié comme présentant un intérêt pour l'aménagement d'un pôle d'activités économiques.

Par délibération URB 948/07/CC du 8 octobre 2007, le Conseil de la Communauté Marseille Provence Métropole, Conseil de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création de la ZAC Empallières.

Afin de mettre en oeuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC Empallières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à candidature publié sur le site du Moniteur le 21 janvier 2017.

L'objectif de cette consultation est la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique de type « Village d'entreprises » pour répondre à la demande d'implantation de PME/PMI sur un terrain d'environ 13 978 m² à détacher des parcelles cadastrées Section AI n° 1-2-5-13-96-155 et AH n° 266 correspondant au lot D1.

Au terme de l'analyse et des discussions qui ont été menées avec les candidats, la société SCCV ADP Saint Victoret a été retenue pour la réalisation de ce programme immobilier.

Le programme prévisionnel des constructions prévoit une surface de plancher globale de 6 554 m² environ répartis comme suit : 5009 m² pour des locaux d'activités et 1 545 m² de locaux de bureaux avec une constructibilité maximale de 6 900 m².

Cet accord fait l'objet d'un protocole au terme duquel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède ce terrain à bâtir moyennant la somme de 1 048 350 euros hors taxes, soit 75 euros / m².

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-102V0371 du 3 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Cession à titre onéreux d'un lot de terrain sis ZAC Empallières à Saint Victoret au profit de la société SCCV ADP Saint Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du terrain à bâtir d'une superficie de 13 978 m² environ sis ZAC Empallières à Saint Victoret permettra la réalisation d'un village d'entreprises sur le lot D1 ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCCV ADP Saint Victoret afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la « Cession à titre onéreux d'un lot de terrain sis ZAC Empallières à Saint Victoret au profit de la société SCCV ADP Saint Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 024-024/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme - Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme -

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16170/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes des Territoires étaient en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir poursuivre et achever les procédures toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 581-14 et suivants du Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme (Plan

d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 025-025/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de révision sous la forme allégée des documents d'urbanisme - Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme -

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16172/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolys Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.). Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes des Territoires étaient en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir poursuivre et achever les procédures toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de révision sous la forme allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles

- L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de révision sous la forme allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de révision sous la forme allégée des documents d'urbanisme (Plan

d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibérations Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de révision sous la forme allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 026-026/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme - Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16173/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présentés ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes des Territoires étaient en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir poursuivre et achever les procédures toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 027-027/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme - Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme -

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16174/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols (POS), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes des Territoires étaient en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir poursuivre et achever les procédures toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN056187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 028-028/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme - Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16175/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Certaines communes membres de la Métropole ont engagé des procédures de mise en compatibilité avec déclaration de projet pour des opérations relevant du périmètre des compétences métropolitaines dont le transfert a été opéré au 1^{er} janvier 2018.

La procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet permet de faire évoluer un PLU. Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun (révision, révision allégée, modification, modification simplifiée) car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de l'autorité compétente pour adopter une déclaration de projet sur le fondement soit de l'article L. 300-6 code de l'urbanisme, soit de l'article L. 126-1 du code de l'environnement.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1^{er} janvier 2018, les procédures de

mise en compatibilité avec déclaration de projet engagées par certaines communes membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir achever les procédures de mise en compatibilité avec déclaration de projet toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-9, L. 153-54 et suivants, [L. 300-6] et R. 153-15 et suivants ;
- Le Code de l'environnement et notamment son article L. 126-1] ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet délibération cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des

documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 029-029/18/CT

■ **Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de la**

transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16176/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine.

La loi a notamment créé les sites patrimoniaux remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 soient instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du code du patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

L'article L. 642-1 du Code du patrimoine dans sa version antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine relève de la commune ou de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composait.

Ainsi, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

Plusieurs communes des Territoires ont mis à l'étude la création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de transformation de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager préalablement à la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs de ces procédures sont toujours en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, de la compétence en matière de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'avis des communes concernées sur l'achèvement des procédures encore en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage désormais de délibérer pour prendre acte de l'avis des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la

répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5 L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code du patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et s. dans leur version antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ont été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de création d'aire de mise en

valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine dans le périmètre de l'ensemble des Conseils de Territoire ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable portant sur le projet de délibération Cadre relatif à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 030-030/18/CT

■ Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole - les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16177/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. env.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. env.). Les dispositions réglementaires du Code de l'environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. env.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composait.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration et de révision des

règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'environnement renvoie aux dispositions du Code de l'urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité engagées par certaines communes de la Métropole étaient toujours en cours.

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'accord des communes concernées afin de pouvoir poursuivre et achever les procédures toujours en cours lors du transfert de compétence.

Le Conseil de la Métropole envisage de délibérer pour prendre acte de l'accord des communes concernées et de décider de poursuivre ces procédures.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

L'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire soit saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cadre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération Cadre susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 581-14 et suivants du Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de règlement local

de publicité a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération Cadre susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable portant sur le projet de délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 031-031/18/CT

■ Approbation d'une subvention au titre de la programmation 2018 du contrat de ville du Territoire Marseille Provence DGDU 18/16199/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'attribuer une participation financière à une action du Contrat de ville, selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

Cette action concerne une aide au fonctionnement d'un Conseil Citoyen.

Pour rappel, la délibération du 17 mai 2017 faisait état de la possibilité d'accorder des subventions aux Conseils Citoyens pour leur fonctionnement en complément de l'appel à projet du Contrat de Ville.

Ce projet associatif a été instruits par l'équipe Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence et a fait l'objet d'un avis favorable pour un financement métropolitain.

La participation de la Métropole au financement de ce projet s'élève à 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 mars 2017 ;
- La délibération N° HPV 002-626/17/CT du 17 mai 2017 portant approbation de la programmation 2017 du Contrat de Ville Marseille Provence Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'un projet au titre de la programmation 2018 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- Que ce projet a fait l'objet d'un avis favorable pour un financement Métropole de la part des équipes Politique de la Ville ;
- Que le montant total de la participation financière de la Métropole pour ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la subvention au titre de la programmation 2018 du contrat de ville du Territoire Marseille Provence pour la réalisation d'une action décrite en annexe sur le tableau ci-joint et dont le montant figure dans la colonne « Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, Sous-Politique E110, nature 6574 – Fonction 52.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 032-032/18/CT

**■ Approbation des conventions de financement pour le projet inter-bailleurs Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal de gestion urbaine et sociale renforcée
DGDU 18/16200/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le patrimoine de l'Office Habitat Marseille Provence (HMP) et de l'ESH Nouveau Logis Provençal (NLP) compte des résidences occupées en grande partie par des populations d'origine tzigane sédentarisées, en grande précarité.

Ces sites font l'objet depuis plusieurs années d'une attention particulière de la part des institutions et des acteurs de terrain. Ils ont notamment fait l'objet d'études sociales et urbaines, d'interventions sur le bâti ou sur les espaces extérieurs, d'accompagnement social spécifique ainsi que de projets de gestion urbaine de proximité.

Le projet de gestion urbaine et sociale renforcée sur le parc social d'Habitat Marseille Provence et de Nouveau Logis Provençal propose, depuis 2016, de mettre en œuvre une mission d'assistance inter-bailleurs structurée dans la durée, pour répondre aux besoins et aux difficultés souvent lourdes rencontrées par les familles, de favoriser leur accès et leur maintien dans le logement, d'assurer un fonctionnement des résidences et une gestion adaptée, et d'aider les acteurs sociaux et éducatifs de proximité à évoluer vers des pratiques professionnelles plus appropriées.

Cette mission s'organise principalement autour des 4 grands champs :

- la mise en place d'une veille sociale,
- la mise en œuvre d'une gestion locative et technique renforcée,
- le soutien à la gestion urbaine de proximité,
- le développement d'actions participatives et le soutien des initiatives collectives des habitants

Elle s'appuie sur la constitution d'une équipe pluridisciplinaire composée d'opérateurs spécialisés (associations AMPIL, ALOTRA, La Fédération des Amis de l'Instruction Laïque 13 gestionnaire du centre social les Musardises et Réseaux 13) qui apportent chacun une ingénierie dans un champ d'action particulier.

Ce projet proposé et développé conjointement par Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal bénéficie du soutien financier depuis 2016 du Fonds de soutien à l'innovation de la Caisse de Garantie pour le Logement Locatif social (CGLLS), après avoir été lauréat de l'Appel à Projets national de l'USH/ Etat « 10 000 logements accompagnés ».

Fort de ces constats, et compte tenu de la complexité de l'intervention sociale et urbaine sur certains sites, les partenaires signataires du Contrat de ville 2015-2020 du territoire Marseille Provence ont soulevé l'enjeu de porter une stratégie ambitieuse et innovante de gestion de site.

Celle-ci concerne les résidences Ruisseau Mirabeau dans le 15^{ème} arrondissement, St Joseph Vieux Moulin dans le 14^{ème}, la Renaude, Hérodote, le Petit Séminaire et Malpassé dans le 13^{ème}.

Pour garantir cette stratégie intégrée et partenariale, la Direction de la Politique de la Ville assure une mission de coordination entre les bailleurs avec l'appui de l'ARHIM PACA & Corse et de l'Union Sociale pour l'Habitat.

A travers cette coordination, la Direction de la Politique de la Ville structure le partenariat institutionnel de la cohésion sociale et du renouvellement urbain autour des bailleurs et des acteurs locaux, assure le suivi, l'évaluation, et la capitalisation des actions tout au long de ce projet.

Celui-ci se décline de manière spécifique sur chaque site de manière à s'adapter aux populations et au contexte social et urbain des territoires.

Compte-tenu de ces éléments, il est proposé de conclure une convention pour une durée d'un an avec HMP et NLP ainsi que d'approuver la participation de la Métropole de 50 000 euros pour chacune d'entre elles.

Le plan de financement est le suivant :

Habitat Marseille Provence (HMP) - résidences d'habitat social de Malpassé, Petit Séminaire, Renaude-Hérodote et St Joseph Vieux Moulin

Plan de financement 2018	Total en euros	Pourcentage
HMP	208 115	29%
Appel à projets USH "10000 logements accompagnés" / Fonds Innovation sociale CGLLS	199 998	28%
Etat (ACSE / CGET)	77 515	11%
Département	181 590	25%
Métropole (Direction Politique de la ville)	50 000	7%
Total recettes prévisionnelles	717 218	100%

**Nouveau Logis Provençal (NLP) - résidence
d'habitat social de Ruisseau Mirabeau :**

Plan de financement 2018	Total euros	en Pourcentage
NLP	164 685	28%
Appel à projets USH "10000 logements accompagnés" / Fonds Innovation sociale CGLLS	199 998	34%
ANRU isolé	46 824	8%
Etat (ACSE / CGET)	58 665	10%
Département	59 760	10%
Métropole (Direction Politique de la ville)	50 000	9%
Total recettes prévisionnelles	579 932	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver les conventions de financement du projet de gestion sociale et urbaine renforcée avec les bailleurs sociaux Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les conventions passées avec Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal relatives au projet inter-bailleurs de gestions sociale et urbaine renforcée ainsi que la participation de la Métropole d'un montant total de 100 000 euros, dont 50 000 euros versés à HMP et 50 000 euros versés à NLP.

Article 2

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions précitées ainsi que tous documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous Politique E110 – Nature 6574 - Fonction 52.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

_René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Commission "Proximité"

PROX 001-033/18/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies FNCCR - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2018

**Information du Conseil de Territoire
DGECE 18/16138/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2018 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 125 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 011-894/16/CM du 30 mars 2017 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la FNCCR « Cycle de l'Eau ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2018 pour la formule « Cycle de l'Eau ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le

renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et sur le paiement de la cotisation 2018 pour la formule « Cycle de l'Eau ».

PROX 002-034/18/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2018

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16139/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhérer à cette association par délibération n° DEA 001-1864/17/CM du 30 mars 2017.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2018 à 10 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 001-1864/17/CM du 30 mars 2017 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2018.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2018.

PROX 003-035/18/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2018

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16140/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,
- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,
- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,
- la mise en oeuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,
- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,
- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2018 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à

l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2018.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2018.

PROX 004-036/18/CT

■ **Approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence**

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 18/16185/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accueille sur son domaine public, des opérateurs de téléphonie mobile pour les besoins en installations d'antennes relais.

En mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs de réseaux : Bouygues Télécom, Free Mobile, Orange et SFR se sont concertés sur les infrastructures ainsi que sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public afin d'assurer le déploiement durable des réseaux de téléphonie sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les enjeux sont le bon fonctionnement de la téléphonie mobile, l'attractivité du territoire, la préservation des paysages ainsi que la prise en compte des besoins des concitoyens.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence fixe l'assiette et le montant de la redevance due pour l'occupation de son domaine public.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement

les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques installés le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

PROX 005-037/18/CT

■ Approbation d'une convention de remboursement de travaux entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DAEP 18/16195/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le feeder AEP DN 1200, alimentant jusqu'à 480 000 habitants de Marseille est le plus important réseau sous pression d'eau potable de la Métropole. Ce réseau est fortement impacté sur près d'un kilomètre par les travaux de la rocade L2 et les opérations d'aménagement connexes entre l'avenue Raimu et La Cité Font-Vert dans le 14ème arrondissement. Au nord de la rocade, sur les secteurs Raimu et Busserine, il fait l'objet d'un découpage en 4 tronçons, retenus par Monsieur le Préfet.

Si la déviation des tronçons 3 et 4 a bien été entreprise avec la requalification des voiries ANRU, il reste à réaliser la déviation des tronçons 1 et 2 conditionnant les aménagements de la plaine des Sports et des Loisirs.

Les services de l'Etat ont provisionné le financement du tronçon 1 qu'ils comptaient confier à la société SRL2 en charge de la déviation du tronçon 2 nécessaire aux grands talus qu'elle doit réaliser dès la mise en service de La Rocade. C'est pourquoi le 31 mai 2017, la direction des PPP Infrastructures et Transports a demandé à SRL2 de produire une Etude d'Impact Détaillée de la canalisation au titre de l'article 32.1 du contrat PPP Rocade L2 liant l'Etat et

SRL2. Le résultat est résumé par un courrier de SRL2 à la Direction des PPP en date du 2 octobre 2017 évaluant les travaux à 920 761,40 euros HT, somme à laquelle s'ajoutent 5% soit 46 038,07 euros HT pour frais de contrôle SEMM et 25% soit 230 190,35 euros HT pour frais généraux du groupement GIE L2 soit un total de 1 196 989,82 euros HT.

En comparaison des estimations établies par la Métropole Aix-Marseille-Provence (comprises entre 510 000 euros et 700 000 euros), ce montant a été jugé surévalué par le Préfet.

C'est pourquoi, les services de l'Etat souhaitent conventionner avec la Métropole pour que celle-ci assure sur appel d'offres spécifique ou à défaut sur ces marchés publics disponibles et sur les fonds de l'Etat, les travaux relatifs à la déviation du tronçon 1 Busserine, tel qu'il a été exprimé en réunion de suivi L2 -DGS/Financeurs tenue en préfecture le 14 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter un projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de

remboursement de travaux entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de remboursement de travaux entre l'Etat et la métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 006-038/18/CT

■ **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16149/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa dernière séance, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée, d'une part sur l'irrecevabilité de la demande de « la Table de Titou » au motif que le commerce est hors périmètre des travaux du Vieux Port et sur l'indemnisation du

commencer Beau Rivage pour un montant de 18 628 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 007-039/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis - LGM - Gautier et Conquet concernant le marché n° 14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre**

Information du Conseil de Territoire DMET 18/16194/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le marché n°14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Arcadis, LGM, Gautier-Conquet en date du 03 juin 2014, pour un montant global et forfaitaire de 149 800 € HT.

Le marché a démarré le 17 juillet 2014, pour une période de 16 mois, soit une fin initialement fixée au 18 novembre 2015. La prestation était décomposée en deux phases :

- Elaboration du programme, dossier de concertation, assistance à l'élaboration du DCE de maîtrise d'œuvre d'une durée initiale de 7 mois. Cette phase a été prolongée par ordre de service jusqu'au 29 juin 2015 ;
- Assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre, d'une durée initiale de 9 mois. Cette phase a été prolongée par plusieurs ordres de service successifs jusqu'au 30 juin 2017.

Le marché a été réceptionné en date du 14 juin 2017.

En janvier 2017, le groupement a formulé une demande de rémunération supplémentaire au titre du marché pour un montant 40 687,58 euros hors taxes. Cette demande, après instruction, a fait l'objet d'observations de la part de la maîtrise d'ouvrage.

Par courrier reçu le 7 avril 2017, le groupement a formulé une nouvelle demande de rémunération supplémentaire au titre du marché ramenée à un montant de 35 462,50 euros hors taxes.

La maîtrise d'ouvrage prend en compte les surcoûts invoqués par le groupement générés par les modifications et reprises d'études à la demande du maître d'ouvrage lors de l'établissement du programme détaillé et par l'investissement complémentaire de moyens suite à l'allongement des délais des différentes missions.

Après analyse de la demande du groupement et négociation avec ce dernier, il est proposé le versement au Groupement Arcadis - LGM - Gautier et Conquet d'un complément de rémunération ramené à 34 612,50 euros HT, soit 23,10 % du marché initial, au titre de l'indemnisation des surcoûts financiers rencontrés dans l'exécution du marché. Cette somme sera réglée au groupement dans le cadre d'un protocole transactionnel conclu entre les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le marché n° 14-063 relatif à l'élaboration du programme pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement Arcadis – LGM - Gautier et Conquet en date du 7 avril 2017, concernant le marché susvisé.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis (mandataire) – LGM - Gautier et Conquet, relatif au marché n°14-063.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Arcadis - LGM - Gautier et Conquet concernant le marché n° 14-063 relatif à l'élaboration du programme

pour l'extension du réseau de tramway au Nord et au Sud de Marseille, l'assistance à la définition de la concertation préalable et l'assistance à la passation du marché de maîtrise d'œuvre.

PROX 008-040/18/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra - Safège - Christophe Fayel Architecte concernant le marché n° 11-038 relatif à une mission de maîtrise d'œuvre générale portant sur l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière - Rome - Castellane

**Information du Conseil de Territoire
DMET 18/16198/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n°DTUP 006-2160/10/CC du 28 juin 2010, le conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme d'extension du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière – Cours Saint Louis jusqu'à Castellane via la rue de Rome et la part de l'enveloppe provisoire affectée aux travaux, évaluée à 33 000 000 euros HT (valeur décembre 2009).

Le marché n°11-038 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Inexia, Safège et Christophe Fayel en date du 10 mars 2011, pour un montant forfaitaire de 3 486 655 euros HT (dont 817 081 euros HT au titre de la tranche ferme et 2 669 574 euros HT au titre de la tranche conditionnelle).

La tranche ferme comprenant les études d'Avant-Projet a démarré le 10 mars 2011 pour une durée globale de 6 mois. La tranche conditionnelle comprenant les études de Projet et la réalisation a été affirmée le 08 novembre 2011 à l'issue de la validation des études d'Avant-Projet, pour une durée prévisionnelle initialement évaluée à 49 mois.

Un premier avenant au marché a été notifié au groupement le 22 décembre 2011 afin d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux à l'issue de la validation des études d'Avant-Projet (AVP), de fixer le forfait principal définitif de la rémunération du maître d'œuvre et prendre en compte des reprises d'études et des études complémentaires en phases études consécutives aux décisions du maître d'ouvrage. Le montant total s'élevait à 156 279,00 euros HT, soit une augmentation de 4,48 % du marché initial.

Un deuxième avenant au marché a été notifié au groupement le 16 juillet 2012 afin de prendre en compte des études complémentaires ainsi que des modifications de programme intervenues depuis la validation de l'AVP, conduisant à augmenter le montant prévisionnel des travaux. Le montant de l'avenant s'élevait à 209 260,97 euros HT, soit une augmentation cumulée de 10,48 % du marché initial.

Par avenant n°3 notifié au groupement le 19 octobre 2012, a été actée la fusion des sociétés INEXIA et SYSTRA, le groupement titulaire du marché étant désormais composé des sociétés Systra, Safège et Christophe Fayel.

Un quatrième avenant a été notifié au groupement le 29 juillet 2013 afin de prendre en compte les modifications de programme survenues postérieurement à l'adoption des avenants 1 et 2 et de rémunérer des études complémentaires confiées au groupement. Le montant de l'avenant s'élevait à 146 131,06 euros HT et a porté le montant total du marché à 3 998 326,03 euros HT. A l'issue de cet avenant, le coût prévisionnel définitif des travaux a été revu en conséquence et porté à 38 437 108,75 euros HT (en valeur octobre 2010).

La mission du maître d'œuvre s'est achevée le 26 août 2016.

Par courrier du 23 juillet 2015, le groupement a déposé un mémoire formulant une demande de rémunération supplémentaire pour un montant de 1 658 979,41 euros HT. Le maître d'ouvrage n'a pas donné suite à cette demande.

En janvier 2016, le groupement a saisi le CCIRAL sur la base du même mémoire de réclamation. Le CCIRAL de Marseille a enregistré cette requête en date du 06 janvier 2016 sous le numéro 2016-01.

Dans ses observations en défense, la métropole a produit un mémoire acceptant une rémunération complémentaire à hauteur de 345 191 euros HT hors révisions de prix et intérêts moratoires.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 20 octobre 2017, le CCIRAL de Marseille notifiait le 10 novembre 2017, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Systra, Safège, C. Fayel, d'une somme de 680 000 euros HT.

Les parties ayant pris la décision de se ranger à l'avis du CCIRAL afin de mettre fin aux litiges né de l'exécution de ce marché, il est proposé la conclusion d'un protocole transactionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra (mandataire) – Safège – Christophe Fayel, relatif au marché n°11-038.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Systra (mandataire) – Safège – Christophe Fayel concernant le marché n°11-038 relatif à la maîtrise d'œuvre des études et du suivi de la réalisation de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome.

PROX 017-041/18/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SATR - SVCR - MALET Marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie - Lot 3 - Sud Marseille 6ème 8ème 9ème et 10ème arrondissement

**Information du Conseil de Territoire
DRM 18/16192/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Suite à la présentation officielle du tracé du Tour de France 2017, le 18 Octobre 2016, la Ville de Marseille a été pour la 36^{ème} fois, ville étape du Tour de France. Elle a accueilli le 22 juillet 2017, pour la première fois de son histoire, un contre-la-montre individuel de 22,5km.

Site de la 20^{ème} et avant-dernière étape du Tour de France 2017, la Ville de Marseille, durant deux jours, a été mobilisée pour accueillir cet évènement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de voirie et de circulation sur le territoire Marseille Provence, a dû prendre en charge d'importants travaux d'entretien et de sécurisation des voiries sur le périmètre du tracé du Tour.

Certaines demandes d'intervention ont été formulées très tardivement par les organisateurs du Tour de France.

Afin de gagner en réactivité, la Métropole a dû utiliser le marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 3) – marché n°T17/053 notifié le 24 avril 2017 - dont le titulaire est le groupement SATR, SVCR, MALET sur les voies du 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissement de Marseille.

Conformément au cahier des charges du marché sus-visé (article 7.1.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières) et suite aux sollicitations émises par la Métropole par mail et appels téléphoniques, le groupement SATR, SVCR, MALET a répondu aux demandes d'intervention d'urgence liées à la sécurité par la mise en place de séparateurs en béton type DBA et à la réfection générale de l'avenue Pierre Mendès France (13008).

Compte tenu de l'imprévisibilité des sollicitations, les bons de commande afférents à ces prestations n'ont pas pu être validés à temps.

Ces prestations, d'un montant total de 142 351,77 euros HT ont permis de réparer une zone dégradée et de garantir une sécurité optimale du parcours du Tour 2017 afin d'obtenir un retour positif en terme d'image de Marseille via les médias locaux et nationaux.

Le groupement SATR, SVCR, MALET, bien qu'ayant pris en charge ces prestations, n'a pas été réglé des sommes afférentes à celles-ci et, en l'absence de bon de commande valide, tout en se basant sur la théorie de l'enrichissement sans cause, demande le paiement des sommes qui lui sont dues à savoir un montant total de 142 351,77 euros HT augmenté de 5 539,14 euros HT de frais financiers (soit 147 890,91 euros HT).

Les sommes dues se décomposent en :

- 110 333,00 euros HT concernant l'installation, la maintenance et l'enlèvement de séparateurs DBA en béton avec location d'une chargeuse pelleteuse.
- 30 068,77 euros HT concernant la réfection générale de la chaussée de l'avenue Pierre Mendès France (13008).
- 1 950,00 euros HT concernant des frais d'encadrement complémentaire.
- 5 539,14 euros HT concernant des frais financiers.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. Le groupement SATR, SVCR, MALET accepte de ramener le montant à 140 422,42 euros HT soit 5,05% d'abattement sur le montant total des sommes sollicitées.

Le protocole transactionnel établi et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° T17/053 relatif à des travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 3) :

Sud Marseille: 6^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème}
arrondissement de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport sur le recours à la transaction et à l'approbation du protocole transactionnel avec le groupement SATR, SVCR, MALET.

PROX 018-042/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Gregori Provence Marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie - Lot 1 - Centre Marseille 1er 2ème 3ème et 7ème arrondissement**

Information du Conseil de Territoire DRM 18/16191/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après

pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Suite à la présentation officielle du tracé du Tour de France 2017, le 18 Octobre 2016, la Ville de Marseille a été pour la 36^{ème} fois, ville étape du Tour de France. Elle a accueilli le 22 juillet 2017, pour la première fois de son histoire, un contre-la-montre individuel de 22,5km.

Site de la 20^{ème} et avant-dernière étape du Tour de France 2017, la Ville de Marseille, durant deux jours, a été mobilisée pour accueillir cet événement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de voirie et de circulation sur le territoire Marseille Provence, a dû prendre en charge d'importants travaux d'entretien et de sécurisation des voiries sur le périmètre du tracé du Tour.

Certaines demandes d'intervention ont été formulées très tardivement par les organisateurs du Tour de France.

Afin de gagner en réactivité, la Métropole a dû utiliser le marché de travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 1) – marché n°T17/051 notifié le 21 avril 2017 - dont le titulaire est la société Gregori Provence sur les voies du 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 7^{ème} arrondissement de Marseille.

Conformément au cahier des charges du marché sus-visé (article 7.1.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières) et suite aux sollicitations émises par la Métropole par mail et appels téléphoniques, la société Gregori Provence a répondu aux demandes de travaux d'urgence liés à la sécurité : mise en place de séparateurs en béton type DBA, travaux complémentaires de confortement de chaussée Quai de Rive Neuve, boulevard Charles Livon, chemin du Vallon de L'Oriol.

Compte tenu de l'urgence à réaliser les travaux correspondant et de l'imprévisibilité des sollicitations qui sont intervenues tardivement – notamment le 20 juillet, soit deux jours avant le début des épreuves, pour certaines d'entre elles - les bons de commande n'ont pu être émis qu'après les différentes interventions de l'entreprise titulaire du marché n°T17/051, afin de régulariser les prestations qui avaient été exécutées.

Ces prestations, d'un montant total de 154 486,59 euros HT ont permis de réparer les zones dégradées, de garantir une sécurité optimale du parcours et de rendre un domaine viaire homogène afin d'obtenir un retour positif en terme d'image de Marseille via les médias locaux et nationaux.

L'entreprise Gregori Provence, bien qu'ayant pris en charge ces prestations, n'a pas été réglée des sommes afférentes à celles-ci et, en l'absence de bon de commande valide, tout en se basant sur la théorie de l'enrichissement sans cause, demande le paiement des sommes qui lui sont dues à savoir un montant total de 154 486,59 euros HT (soit

185 383,90 euros TTC), dans le cadre d'un mémoire justificatif.

Ces sommes dues, se décomposent en :

- 54 821,68 euros HT concernant la mise à disposition de 50 DBA Béton comprenant l'amenée et le repli de ces séparateurs avec location du matériel et du personnel et la dépose de nuit.
- 44 641,23 euros HT pour des travaux de décapage,, revêtement bitumineux effectué Chemin du Vallon de L'Oriol.
- 39 957,75 euros HT pour des travaux de déjointement et rejointement de pavages, dallages avec mortier Quai de Rive Neuve.
- 5 489,40 euros HT concernant des travaux de mise en sécurité et de revêtement boulevard Charles Livon.
- 9 576,53 euros HT concernant des frais financiers et d'encadrement.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. L'entreprise Gregori Provence accepte de ramener le montant à 144 923,87 euros HT soit 6,19% d'abattement sur le montant total des prestations effectuées.

Le protocole transactionnel établi et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le marché n° T17/051 relatif à des travaux de réparation et d'entretien de voirie (Lot 1) : Marseille Centre : 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 7^{ème} arrondissement de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport sur le recours à la transaction et à l'approbation du protocole transactionnel avec l'entreprise Gregori Provence.

PROX 009-043/18/CT

■ Requalification de la promenade du Port-Vieux à la Ciotat - Approbation du bilan de la concertation préalable

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16150/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° VOI 002-2409/17/CM du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable portant sur la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Les modalités de cette concertation préalable ont fait l'objet d'un avis de presse dans les annonces légales du journal « La Provence » (édition Aubagne/La Ciotat) en date du 17 octobre 2017.

Une exposition permanente constituée de quatre panneaux de présentation s'est tenue dans les locaux de l'hôtel-de-ville de La Ciotat, du 25 octobre 2017 au 24 novembre inclus (soit quatre semaines consécutives). Une plaquette d'information, éditée en 300 exemplaires, était également disponible.

Un registre était mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a également été organisée afin de présenter le projet à la population le mercredi 25 octobre 2017 à 10h30 à la salle des fêtes Paul Eluard avenue Jules Ferry à La Ciotat.

Cette concertation a fait l'objet d'une mobilisation satisfaisante, auprès des habitants et commerçants riverains, puisqu'une cinquantaine d'observations ont été enregistrées dans le registre.

Les principaux thèmes abordés par le public concernent :

- Les modalités d'organisation de la consultation
- L'intérêt du projet
- La circulation et le stationnement
- Les modes actifs de déplacements
- Le parti paysager du projet
- L'aménagement de l'espace public
- Les terrasses des commerces
- Les éléments de patrimoine.

Les commentaires formulés apparaissent très variés.

Les remarques exprimées au cours de cette consultation ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport. Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va poursuivre l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux, tout en prenant en considération l'impact des travaux d'aménagement sur l'activité économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 002-1409/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	133
Voix Contre	0
Abstentions	6

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Patrick MAGRO - André MOLINO - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

PROX 010-044/18/CT

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement par fonds de concours avec le CD13 - phase Etudes - conception et réalisation, pour le projet d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal, sur la commune de Gignac-la-Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 18/16182/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La départementale D368 est un axe de passage fort de la commune de Gignac-la-Nerthe ; elle diffuse des flux importants à l'échelle du pourtour de l'Etang de Berre, avec pour contrainte essentielle la circulation des convois exceptionnels. La place du véhicule y est largement privilégiée, de par le calibrage de la voie, l'absence de traitement des accotements et par les vitesses autorisées variant de 70 à 90 km/h selon les tronçons.

Avec le développement de l'urbanisation et la présence de l'école St Louis, la voie départementale constitue donc une véritable fracture urbaine, inadaptée aux besoins des usagers du secteur.

Aujourd'hui, la volonté de la Métropole et de la commune est de requalifier cette voie en Boulevard Urbain Multimodal (BUM) avec pour objectif principal de sécuriser tous les types de déplacements.

Ce projet ayant vocation à répondre à des problématiques urbaines et la Métropole étant compétente sur son territoire en matière d'aménagement de l'espace, une autorisation de programme de 9 500 000 euros a été créée au budget 2017 (opération 2017107300). L'aménagement en boulevard urbain impliquera à terme le déclassement de la RD368 en voie métropolitaine.

L'opération vise notamment à :

- Créer des contre-allées dédiées à la desserte des zones urbanisées, aux circulations des modes doux et transports en commun, et offrant un stationnement linéaire ;
- Recalibrer les points d'échanges existants pour faciliter les différents flux (Est-Ouest de transit, Nord-Sud locaux, et les cheminements modes doux), et répondre aux problématiques de saturation aux heures de pointe et à l'augmentation prévisible de trafic ;
- Sécuriser l'itinéraire en traversée du tissu urbain, notamment au droit du groupe scolaire ;
- Appréhender les problématiques d'assainissement de l'ensemble du nouveau boulevard ;

- Envisager l'ensemble des équipements de voirie, ainsi que la signalisation verticale, horizontale et directionnelle ;
- Proposer une intégration paysagère de l'opération.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, de la Commune de Gignac-la-Nerthe et du Département, le Département décide de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la phase « Etudes ».

La phase « Etudes » comprend :

- En conception : les études d'avant-projet, les études de projet ainsi que les Dossiers de Consultation des Entreprises. Elle comprend également les investigations (relevés topographiques, sondages, etc.) et les études complémentaires (études hydrauliques, études d'impact, étude circulaire, etc.) qui seront nécessaires pour mener à bien l'opération.
- En réalisation : le suivi de chantier, c'est-à-dire les phases VISA (VISA des études d'exécution), DET (Direction de l'Exécution des contrats de Travaux), OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), AOR et GAR (Assistance lors des Réception et pendant l'année de GARantie de parfait achèvement) qui seront nécessaires pour suivre et contrôler la bonne exécution des travaux.

La convention ci-annexée a un double objet :

- Le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département au profit de la Métropole pour la réalisation des missions décrites ci-dessus.
- La définition des conditions de participation financières du Département et de la Métropole aux missions réalisées par la Métropole.

Une seconde convention sera établie à l'issue des études d'avant-projet au titre de la phase « Travaux ». Elle aura pour objet de déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage du Département au profit de la Métropole et de déterminer la participation financière du Département pour les travaux.

Il convient par conséquent de conclure, dans un premier temps, une convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole pour la phase « Etudes ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal (BUM) sur la commune de Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Département a décidé de transférer temporairement sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation de la phase « Etudes » (conception et réalisation) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement par fonds de concours avec le CD13 - phase « Etudes » - conception et réalisation, pour le projet d'aménagement du Boulevard Urbain Multimodal, sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 011-045/18/CT

■ **Approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers**

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 18/16197/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole et la Ville ont engagé un projet visant à aménager un parking public au droit du giratoire des Peupliers à Ceyreste tout en élargissant le chemin de la Grand Pièce. A cette fin une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 euros a été votée au budget de la Métropole.

Ce projet doit permettre de desservir le futur groupe scolaire de Ceyreste selon les conditions réglementaires obligatoires à son ouverture (accès secours, piétons).

Il s'agira également de développer l'offre de stationnement nécessaire à la salle polyvalente et aux écoles.

Afin, d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Ville de Ceyreste, visant à élargir le chemin de la Grand Pièce et développer l'offre de stationnement sur le secteur des Peupliers, la Métropole et la Ville ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement du parking des Peupliers à Ceyreste, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix Marseille Provence, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Ville qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution des marchés, les études et les travaux.

La prise en charge par la commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement du parking des Peupliers sur la commune de Ceyreste ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Ceyreste pour l'aménagement du parking des Peupliers.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 012-046/18/CT

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'Orange dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section Echangeur Florian/Chemin du Vallon de Toulouse à Marseille 9ème et 10ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16186/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment Orange, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par Orange dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie des réseaux de communications électroniques situés dans l'emprise du projet était impactée par les travaux du BUS.

La réalisation du BUS nécessite donc le déplacement ou la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange, afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, conformément à la convention n°17/0813 approuvée par délibération n° VOI 002-2649/17/BM du 19 octobre 2017, Orange a réalisé les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques sur la section du BUS comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse.

La consistance des travaux à réaliser est définie dans la convention annexée à la présente délibération.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil du Boulevard Urbain Sud et de ceux du génie civil lié à la déviation et à la protection des ouvrages de communications électroniques, Orange souhaite déléguer à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil portant sur ses installations.

En revanche, Orange demeure maître d'ouvrage de la modification des câblages nécessaires à la réalimentation de l'ensemble de ses équipements et de ses clients.

Le coût total de ces travaux a été évalué à 158 658,67 euros HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement des travaux de génie civil de déplacement des installations et des réseaux d'Orange qu'elle réalise en maîtrise d'ouvrage déléguée et qui ont été estimés à 116 500,00 euros HT.

Orange, en sa qualité d'occupant du domaine public routier, assure le financement des travaux de câblage de dévoiement de ses équipements de communications électroniques qui ont été évalués à 42 158,67 euros HT.

Orange supporte également financièrement la totalité des frais d'études engagés pour les travaux de dévoiements et de protection de ses ouvrages de communications électroniques sur cette section du BUS qui représentent 51 587,50 euros HT.

Ainsi, il apparaît que les coûts relatifs à la déviation et à la protection des ouvrages de communications électroniques situés sur la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse sont équitablement répartis entre Orange et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin d'acter les dispositions, ci-dessus, entre les parties concernées, a été établie la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, temporelles et financières de réalisation des travaux à apporter aux réseaux de communications électroniques d'Orange nécessités par la réalisation du projet du Boulevard Urbain Sud, dans sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 002-2649/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire que soient déviés ou protégés plusieurs réseaux de communications électroniques d'Orange ;
- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique, temporelle et financière, qu'Orange délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil de déplacement et de protection portant sur ses installations ;
- Qu'Orange demeure maître d'ouvrage des travaux de câblages correspondants ;
- Equitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence et Orange participent respectivement à hauteur de 116 500,00 € HT et de 93 746,17 € HT aux études et travaux ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 013-047/18/CT

■ Approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DGEDP 18/16204/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

1 - Rappel du contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2016, par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les cinq ex Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence, de Martigues, ont été regroupées et intégrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compétence en matière de déchets :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets.

Par délibération n° HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole.

Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour 2016.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Conseils de Territoire joints en annexe afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

Évolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les nouveaux indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en termes de performance technique et économique du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans une matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs de référence sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L 22224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité 2016 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

2 - Contenu du rapport annuel 2016

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole en matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Conseils de Territoire constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

3 - Les chiffres et indicateurs d'activité de 2016

3.1 : Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2.400 agents en régie et environ 900 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 470.000 bacs, 9.000 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1.500 dispositifs enterrés implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

19 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Conseils de Territoire sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération), sont au nombre de 5, situés sur le périmètre métropolitain.

3.2 : Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ce sont plus de 1.232.000 tonnes de déchets qui sont pris en charge par les différents services des six Conseils de Territoire, soit 660kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le Territoire métropolitain.

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 34 % partent en valorisation matière et organique,
- 29 % partent en valorisation énergétique,
- 37 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnage collecté	tonnage valorisé matière	tonnage valorisé organique	tonnage valorisé énergie	tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	693 488	3 036	0	352 056	338 396
Tonnages de la collecte sélective	69 165	62 305	0	254	6 606
Tonnages des collectes séparatives	4 094	3 680	414	0	0
Tonnages des déchèteries	356 878	193 656	71 342	1 443	90 437
Tonnages des encombrants collectés	25 112	22 221	0	0	2 891
Tonnages des apports divers sur sites de traitement	83 462	52 147	12 074	0	19 242
TOTAL	1 232 198	337 045	83 830	353 753	457 572

3.3 : Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des 1 232 198 tonnes prises en charge par la Métropole est la suivante :

- 56 % sont constitués d'ordures ménagères soit 372 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 39 kg/hab/an,
- 29 % sont issus des collectes en déchèteries soit 191 kg/hab/an,
- 2 % sont issus des collectes d'encombrants au porte à porte soit 13 kg/hab/an,
- 7 % sont constitués d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 45 kg/hab/an.

Ainsi, environ 1 149 000 tonnes soit 615 kg/hab/an sont prises en compte par les différents services de collecte, 83 000 tonnes soit 45 kg/hab/an sont apportées directement sur les sites de traitement.

3.4 : Mode de gestion du Service Public

- Le service de collecte ordures ménagères et collecte sélective des emballages et papiers en bacs sont réalisées en régie pour 60 % des habitants.
- Le service de collecte en colonnes d'apport volontaires sont entièrement réalisée par le secteur privé via des marchés de prestations de service.
- Concernant les déchèteries, l'exploitation des hauts de quai est réalisée en régie et par le secteur privé,

l'exploitation du « bas de quai » presque exclusivement par le secteur privé.

- Les prestations de tri et de traitement des déchets sont en grande majorité confiées au secteur privé.

3.5 : Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, en particulier le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015, a instauré une obligation de transparence des coûts en demandant de préciser de nouveaux indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratio en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

En 2016, les six Conseils de Territoire ont dû utiliser cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Ainsi, un premier travail d'harmonisation sur la présentation des coûts a pu être mené.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 175€ TTC/habitant/an ou de 265€ TTC/tonne.

La matrice permet également de faire apparaître le coût aidé qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt soit par la TEOM, RS et/ou emprunt et/ou budget général (il correspond coût complet moins les recettes directement liées à l'activité hors TEOM, RS et emprunt et/ou abondement).

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence 155€ TTC/habitant/an ou de 235€TTC/tonne.

4 - Les actions fortes en 2016

A l'échelle de la Métropole, les faits marquants concernent essentiellement :

- les évolutions en termes de performance de valorisation des recyclables pris en charge dans le cadre des collectes sélectives, séparatives, des déchèteries et d'autres apports pris en charge par le service public,
- les renouvellements de marchés,
- les évolutions des modes de collecte ...

Plus précisément,

> Sur le Territoire de Marseille Provence : l'accent a été mis sur l'amélioration de la gestion et du tri des déchets et une réduction de la production des ordures ménagères : poursuite de projets d'amélioration des performances de tri des emballages ; mise en place du contrat local de propreté.

> Sur le Territoire du Pays d'Aix : les principales actions menées sur le Territoire du Pays d'Aix ont contribué à la performance de valorisation. En effet, dans le cadre de l'optimisation de la collecte sélective et du plan de relance de la performance des recyclables : basculement au Biflux de 60 000 habitants, sensibilisation des étudiants au tri, opération CHR, la poursuite du plan de gestion des déchets verts et des dispositifs de réemploi, réhabilitation des déchèteries.

> Sur le Territoire du Pays Salonais : plusieurs marchés de prestations de services ont été renouvelés lors de l'année 2016 : 3 marchés de collecte, le marché de gestion des déchèteries et le marché de tri des recyclables. Un caisson dédié aux Déchets d'Eléments d'Ameublement a été mise en place sur les déchèteries. Mise en place d'une carte magnétique pour les usagers des déchèteries.

> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : mise en place d'une Ressourcerie pour le Territoire : Le Dirigeable. Dans le cadre d'une politique volontariste de prévention, réduction et d'économie circulaire des déchets, les élus ont inauguré en octobre 2016 l'ouverture d'une Ressourcerie qualifiée de « principale » à l'échelle du Territoire Métropolitain. Lancement d'une campagne de communication sur le tri des déchets ménagers et assimilés. Élargissement de la collecte des déchets verts à domicile sur l'ensemble des communes du territoire. Lancement d'une étude d'optimisation du parc des colonnes de tri dans le cadre du projet PAC.

> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence : sur la ville de Miramas, la collecte en porte à porte pour l'EMR/JRM a été étendue à trois nouveaux quartiers. De nouveaux Points d'Apport Volontaire dédiés au Verre ont été mis en place sur l'ensemble du territoire dans le cadre du projet PACT. Des travaux de réhabilitation de la déchèterie de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont été réalisés. La collecte des lampes usagées (RECYLUM) a été mise en place dans les déchèteries. Des colonnes enterrées ont été installées dans le centre ville d'Istres. Les sacs jaunes collectés en porte à porte ont été remplacés par des Points d'Apport Volontaire.

> Sur le Territoire du Pays de Martigues : un caisson dédié aux Déchets d'Eléments d'Ameublement a été mis en place sur la déchèterie du Vallon du Fou. Fin des travaux de création de l'alvéole n°3.

A l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Conseils de Territoire, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de préservation de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adéquation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 016-2834/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole a adopté la délibération DEA 016-2834/17/CM le 19 octobre 2017 portant sur l'approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 014-048/18/CT

■ Réforme d'engins de poids lourds de véhicules et d'équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DMT 18/16187/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de la réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et d'équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 015-049/18/CT

■ Approbation du plan d'actions 2018 de l'Association Régionale des Ressourceries et attribution d'une subvention DGPROP 18/16189/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 6 juillet 2017 (PGD 004-798/17/CT) sur l'approbation d'une convention avec l'Association Régionale des Ressourceries pour la période 2017-2019. L'objectif de ce partenariat est de promouvoir le réemploi/réutilisation auprès des habitants du territoire de Marseille Provence afin de faire évoluer leurs pratiques et ainsi diminuer les déchets produits.

Ce partenariat est une des actions prévues dans le « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) signé avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 000 €, est la concrétisation de l'appel à projet « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Au cours de la première année du partenariat avec l'Association Régionale des Ressourceries l'ensemble des actions prévues dans le plan d'actions 2017 ont été réalisées ce qui a permis de sensibiliser plus de 1500 personnes et de réemployer/recycler plus de 2 tonnes d'objets.

Les 4 ressourceries* présentes sur le territoire de Marseille Provence ont participé à la réalisation de ce plan d'actions en organisant des actions à destination de nombreuses cibles (habitants, enfants, étudiants) lors de 12 actions sur le terrain (* Recyclodrome 13001, Croix rouge insertion - Impulse toit 13006 et 13015, Histoire sans fin 13002, Evolio 13240) :

- 2 jours d'animation au centre commercial Le Merlan en novembre 2017 en partenariat avec les artisans labélisés Répar'acteurs de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ;
- 4 journées portes ouvertes au sein des ressourceries pendant la semaine Européenne de réduction des déchets ;
- 3 animations au sein de bibliothèques du territoire ;
- 3 opérations de collecte de proximité pour réemploi des objets ;

Actions prévues	Objectifs quantitatifs*	Actions réalisées	Résultats et pers. sensibilisées *
Événement SERD au Centre commercial Le Merlan	2 jours de sensibilisation 500 personnes	2 jours exposition/vente et sensibilisation avec les Répar'acteurs	550 pers. + 50ne ventes
Journées portes ouvertes	1 / Ressourcerie 300 personnes	4 journées portes ouvertes + 1 animation à Septèmes-les-Vallons	600 pers. + 1 T réemployés
Interventions bibliothèque	2 actions bibliothèques 100 personnes	1 action médiathèque Plan de Cuques 2 actions médiathèque Châteauneuf-les-Martigues	110 pers. + 1,2 T de livres
Collectes de proximité	3 collectes 200 personnes + 300 kg	2 collectes Semsine Agir Ensemble 1 collecte Cours Julien	260 pers. + 195 kg d'objets
TOTAL	11 actions	12 actions	1 520 pers. + 2,395 T réemployés/recyclés

En complément de ces actions sur le terrain l'association a contribué à la promotion du réemploi en :

- Consolidant les informations des Ressourceries pour faciliter la mise à jour du guide de tri MAMP ;
- Synthétisant des indicateurs de suivi. Pour l'année 2016 les 4 ressourceries présentes sur le territoire Marseille Provence ont collecté 190 tonnes dont 58.5% ont été réemployées et 36.2% recyclées grâce au travail de 35 salariés représentant 22 Equivalents Temps Plein.
- Facilitant la coopération entre les Ressourceries du territoire.

Pour la deuxième année de ce partenariat (2018) un plan d'actions spécifiques répondant aux deux axes de la convention et une subvention d'un montant de 15 000 euros sont proposés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-653/17/CT du 17 mai 2017 sur l'approbation d'une convention avec l'Association Régionale des Ressourceries pour la période 2017-2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'Association Régionale des Ressourceries pour le plan d'actions 2018 annexé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 67 - Nature 6748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

PROX 016-050/18/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'investissement relative à l'Etude de développement d'outils de prétraitement d'Omr et optimisation logistique**

Information du Conseil de Territoire DTD 18/16206/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Loi de Transition Energétique impose d'augmenter la quantité de déchets faisant l'objet d'une valorisation sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers ces filières de valorisation, respectivement, 55 % en 2020 et 65 % en 2025 des déchets non dangereux non inertes, mesurés en masse. Or, le taux de valorisation Matière et Organique hors gravats de la Métropole est de 23%. On constate donc que la Métropole doit faire un effort important pour augmenter significativement son taux de valorisation matière et organique.

Pour pouvoir répondre à ces objectifs réglementaires, il est nécessaire de mettre en œuvre des opérations de tri sur les 635.000 t d'Ordures Ménagères Résiduelles qui resteront à gérer, afin d'en valoriser 45%, par valorisation matière (recyclage, Combustibles Solides de Récupération) et valorisation organique (compostage ou autres).

La présente opération a pour but de lancer les études permettant de définir les outils de prétraitement des ordures ménagères résiduelles qui contribueront à atteindre les objectifs de la loi. L'étude définira également l'organisation logistique induite par la mise en œuvre de ces nouveaux outils.

C'est pourquoi il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant de 144 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de définir les outils de prétraitement des ordures ménagères résiduelles permettant d'atteindre les objectifs de valorisation matière et organique de la loi de Transition Energétique ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement permettant la conduite de cette étude.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte pour la création et l'affectation de l'investissement relatif à l'étude de développement d'outils de prétraitement d'omr et optimisation logistique.

PROX 019-051/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain

**Information du Conseil de Territoire
DTD 18/16205/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'extension des consignes de tri des plastiques imposée par la loi de transition écologique nécessite d'adapter les centres de tri. Ces modifications coûteuses vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

La Métropole par ses six territoires produit désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. L'étude a pour but de définir et analyser les possibilités technique et juridique de maîtrise d'un centre de tri métropolitain, gage d'une maîtrise à long terme des coûts de la prestation.

C'est pourquoi il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant de 120 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'étudier l'opportunité et les conditions de mise en œuvre d'un centre de tri métropolitain des collectes sélectives ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement permettant la conduite de cette étude.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à « l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain ».

***** **Commission "Vie Economique"** *****

VECO 001-052/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation pour 2018 pour la gestion de 4 pépinières d'entreprises innovantes -
Approbation d'une convention
DPEATSV 18/16181/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Marseille Innovation accompagne les startups de technologie des sciences pour l'ingénieur, du numérique et du multimédia depuis 21 ans. Marseille Innovation est ainsi le dispositif territorial de référence d'accélération numérique et technologique.

Structure d'accompagnement et d'hébergement pour les jeunes entreprises innovantes du territoire en phase de démarrage, elle œuvre au sein de 3 pépinières innovantes à Marseille, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence: l'Hôtel

Technologique, l'Hôtel Technoptic sur le Technopole de Château-Gombert et le Pôle Média de la Belle de Mai ; soit environ 3 500 m² de locaux de pépinières adossées à des hôtels d'entreprises post-pépinière d'environ 3 000 m², dont Marseille Innovation est le principal prescripteur.

Association loi 1901, Marseille Innovation a été créée en 1996 et rassemble dans son conseil d'administration des entreprises TPE, PME et grands groupes (CMR, Orange, Médiaco, EDF, Enovacom, Seres...) des organismes financiers (BPPC, SMC, PNB Paribas...) et des clusters et groupements d'entreprises (Optitec, CGPME, Medinsoft, UPE 13..).

Marseille Innovation est depuis son démarrage l'une des locomotives entrepreneuriales de Marseille et du Technopôle de Château-Gombert où les entreprises qu'elle a accompagnées ont créé plus de 600 emplois.

Avec en moyenne 100 start-up accompagnées par an dans les domaines du numérique, des objets connectés, du big data, de l'e-santé, de l'optique/photonique, de la mobilité, des sciences pour l'ingénieur, des fintech, Marseille Innovation est le premier accélérateur de startups de PACA et l'une des composantes majeures de la French Tech Aix-Marseille.

Au sein des 3 pépinières d'entreprises innovantes sur le Technopôle de Château-Gombert et au Pôle média de la Belle-de-Mai, Marseille Innovation met en œuvre :

- Une action d'accompagnement et d'accélération des entreprises en phase démarrage,
- Une action d'hébergement des entreprises (des bureaux plug and play à des prix attractifs pour les jeunes pousses),
- Des actions d'animation sur des thématiques couvrant les besoins des entreprises (propriété intellectuelle, fiscalité de l'innovation, financements).
- Une action d'ingénierie financière pour les entreprises accompagnées (aide au montage de dossiers financiers).
- Une action de mise en réseau des entreprises avec l'écosystème et l'environnement,
- Une action de formation, sourcing de startups et d'entrepreneuriat pour opérer le rapprochement des entreprises accompagnées avec les grands groupes du territoire, afin d'accélérer leur développement (Programme Mi'Lab).

La structure est composée de 13 personnes réparties sur les 3 sites, en charge de la sélection et de l'accompagnement des entreprises au quotidien, de la prospection commerciale, de la communication, de l'administratif et de l'accueil et des réseaux informatiques.

Une vingtaine d'experts sous contrats interviennent par ailleurs auprès des entreprises sur les volets de développement : stratégie, RH, communication,

marketing, droit, comptabilité, fiscalité, intelligence économique, développement commercial.

Chiffres clés cumulés

- Les anciennes entreprises accompagnées par Marseille Innovation pèsent 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires cumulé sur 10 ans et affichent de belles réussites en croissance, tant dans le numérique que dans l'industrie (Provepharm, Traxens, Technofirst, Sit Industrie Marine, Netreview, Enovacom, Seres Technologies, Iprotego, Idmed...).
- 104 entreprises sont entrées en pépinière sur 2 ans, soit une tous les 8 jours.
- 25 M de fonds ont été collectés ces 5 dernières années
- 1 millier d'emplois ont été créés en 10 ans.
- 90 % des entreprises sont toujours actives à 5 ans.
- Nombreuses sont les entreprises issues de la pépinière ayant été sélectionnée et ayant obtenu des prix de l'innovation, awards, PASS French Tech, French Tech Ticket, CES Las Vegas...

En 2017, Marseille Innovation a analysé 100 nouveaux projets et a accompagné 108 entreprises en pépinière dont 36 nouvelles entrées.

1,1 M€ de fonds ont été levés pour les startups.

En termes d'emplois cela représente 304 nouveaux emplois.

Le taux de remplissage moyen des 3 sites est de 90 %.

20 projets ont été incubés au travers du programme Meet Africa, programme de mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique.

Par ailleurs 26 animations économiques ont été réalisées avec près de 1 000 participants.

Marseille Innovation a préparé le lancement du 4^{ème} site au centre-ville de Marseille, au CIC place de l'Innovation, avec une action de pré-commercialisation (détection, prospection et qualification des porteurs de projet) afin d'atteindre fin 2018 un minimum de 30 % de remplissage et a lancé une action de communication importante de visibilité du futur site.

Programme d'actions 2018 :

Le plan d'actions 2018 s'inscrit dans l'ambition 2020 que s'est donné Marseille Innovation il y a 2 ans, à savoir :

- créer 1 000 emplois supplémentaires à 5 ans,
- en accompagnant 150 entreprises par an,
- sur 4 sites (2 au centre-ville, 2 sur le Technopôle de Château-Gombert) sur près de 5 000 m².

En se positionnant comme un des outils territoriaux d'innovation numérique et industriel majeurs de la métropole.

Outre la poursuite des actions d'accompagnement et d'hébergement des startups dans les 3 sites existants, Marseille Innovation veut intensifier l'ingénierie financière, activité fondamentale du soutien à la création d'entreprises.

Marseille Innovation centrée sur son cœur de métier d'accompagnateur à la création d'entreprises innovantes propose de co-incuber et co-accélerer avec l'ensemble des incubateurs et accélérateurs publics et privés reconnus ou en lancement, comme elle le fait déjà avec Orange, EDF, La Poste, Voyage SNCF, les incubateurs Impulse, Belle-de-Mai, Provence Travel Innovation, Kedge Business Nursery et Kedge Accelerator, Netangels, l'accélérateur de the Camp, PFactory...

Marseille Innovation poursuivra le déploiement de l'offre Mi'Lab de rapprochement des grands groupes de son écosystème numérique : entrepreneuriat, formation au numérique, sourcing, pitch ciblés, actions d'open innovation.

Marseille Innovation poursuivra le travail de maturation des 20 projets issus du Maghreb de l'incubateur international Meet Africa. La suite de l'engagement de Marseille Innovation sur ce sujet est en discussion car elle nécessiterait des ressources humaines supplémentaires.

Par ailleurs, Marseille Innovation est partie prenante du projet d'incubateur touristique PTI « Provence Travel Innovation » qui a été mis en chantier en partenariat avec l'école de tourisme d'Aix-en-Provence, l'ESCAET, l'Office du Tourisme, la CCIMP et la Métropole pour l'accompagnement d'une dizaine de projets du domaine.

Marseille Innovation est également partie intégrante de la réflexion de la Métropole et de l'AMU sur le futur Totem numérique/Cité de l'Innovation.

Enfin, 2018 verra l'ouverture du 4^{ème} site de Marseille Innovation au centre-ville de Marseille à proximité immédiate de la Canebière au CIC place de l'innovation prévue en milieu d'année, projet issu du rapprochement avec le CIC et tournant historique pour Marseille Innovation s'agissant d'un partenariat public privé.

Le CIC finance en effet la totalité de la réhabilitation du bâtiment de 1 500m² et l'ensemble de son équipement.

A noter que cette « Place de l'innovation » est la 2^{ème} pour le CIC au plan national après Lyon.

Le 4^{ème} site de Marseille Innovation répond à une demande de centralité des entrepreneurs du numérique, il permettra d'accueillir une trentaine de startups supplémentaires dans les domaines des fintech, des legal tech, de l'e-tourisme, du numérique ainsi que des écoles de formation au numérique, des actions d'ingénierie de la transformation des grands groupes et enfin des actions sociétales liées à cette implantation du centre-ville.

Le lieu sera doté d'un show-room pour les startups, il sera également animé et ouvert en soirée.

Ce 4^e site est doublement structurant, il est une réponse aux objectifs de la Métropole :

- D'augmenter le nombre de startups.
- D'augmenter le nombre de startups accélérées.
- De capter les générations Y et Z en recherche d'urbanité.
- De créer de nouveaux lieux d'attractivité.
- Dans un calendrier réactif et opérationnel.
- Il s'intègre dans la stratégie Aix-Marseille French Tech.

C'est également un projet qui répond aux ambitions de redynamisation du centre-ville de Marseille avec une implantation significative à proximité immédiate de la Canebière.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par délibération DEEN 005-593/17/CT du Conseil de Territoire du 17 mai 2017, à accompagner cette nouvelle installation à hauteur de 40 000 euros en 2018 (coût marginaux). La Région et la Ville de Marseille étant sollicités pour le même montant.

Cet appui permettra de gérer la montée en puissance à coût marginal du 4^e site et à embaucher le personnel nécessaire à son fonctionnement (2,5 ETP, 1 responsable de site / 1 secrétaire / ½ chargé(e) d'animation).

La contribution et l'impact territorial de l'action de Marseille Innovation en matière d'emplois et d'innovation est largement reconnu tant sur l'animation et le développement économique par l'innovation que sur l'accompagnement à la création d'entreprises innovantes pérennes, 90% des start-ups accompagnées par Marseille Innovation étant encore actives à 5 ans.

L'association joue un rôle essentiel dans le développement économique métropolitain qui justifie la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence, au fonctionnement et au développement du réseau des pépinières qu'elle gère.

Budget prévisionnel 2018

Le budget prévisionnel 2018 de Marseille Innovation s'élève à 1 621 562 euros, en augmentation de 10 % par rapport à 2017, liée essentiellement au démarrage du 4^{ème} site sur la Canebière.

La part d'autofinancement s'élève à + de 60 %.

Budget Prévisionnel - Année 2018 - Marseille Innovation

Charges	BUDGET 2018	Produits	BUDGET 2018
60 - Achats	639 725	70 - Production vendue	925 922
6041 - Ss Traitance Ac. Div	9 500	Accompagnement Hors Mur / PTI	57 416
6042 - Loc. Refacturées dont :	460 150	Prestations vdues (Pépinière)	490 456
loyer	192 600	Prestations vdues (Hors Pépinière)	209 650
Charges Locatives	174 450	Ventes Conso	137 000
Tél/Rés - Entre - Maintenance	93 100	Ingénierie financière	30 000
6043 - Accompagnement	91 900	Accompagnement Meet Africa	13 500
605 - Conso refacturées	73 000	Formation	10 000
606 - fournitures dont fluides	5 175	Presta Grands Groupes / Animations	34 500
		Dossiers CNAM / ARDAN	12 500
61 - Services extérieurs	72 167	74 - Subventions	611 540
611 - Sous traitance générale	0		
6132 - Locations	22 100		
6135 - Crédit Baux- Loc Mob	7 300		
614 - Charges locatives	18 150	Etat	0
615 - Entre - Maintenance	9 067		0
616 - Assurances	9 150		0
618 - Divers	6 400	Union Européenne	0
			0
62 - Autres services extérieurs	120 867		0
622 - Rém. Interm. & Honoraires	35 000	Région	170 000
623 - Publicité, public., relations publiques	29 250	Région PACA : Accompagnement croissance	170 000
625 - Déplacements, missions et réceptions	27 700	Région PACA : BMIC	0
626 - Frais postaux et frais de télécom.	19 917	Région PACA : Accélérateur	0
627-628 Scs & Cotisation	9 000		0
		Département	0
63 - Impôts & Taxes	20 917	Conseil départemental 13	0
	20 917		0
			0
64 - Charges de personnel	718 887		0
641 - Salaires	472 952	MPM	391 540
645 - Charges sociales	245 935	MPM aide au fonctionnement	391 540
Autres Charges - stagiaires	0	MPM aide complémentaire	0
			0
65 - Autres charges	16 000	Communes	50 000
gestion courante - redevances logiciels	16 000	Ville Marseille	50 000
			0
66 - Charges financières	4 000		0
charges financières - agios	4 000	Autres ébtbs publics	0
			0
autres charges	0		0
		autres produits	15 000
68 - Dot. Aux Amort.	29 000	Solde subvention Région BMIC 2015	0
68111 - Dot. Excep. Amort. & Prov.	4 000	Tranfert de charges, reprises, autres	0
68112 - Dot. Excep. Amort. & Prov.	25 000	Cotisations membres	15 000
			0
Prov. risques	0	Ressources à trouver	0
Prov. risques FEDER	0		0
Autres prov	0		0
			0
			0
			0
			0
			0
			0
			0
			0
			0
Contributions en nature	0	Contributions en nature	0
			0
Locaux et matériels	0	Valorisation du Bénévolet	0
Prestation	0	Prestations en nature	0
Personnel bénévole	0	Dons en nature	0
			0
Total charges	1 621 562	Total produits	1 621 562

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence de contribuer à hauteur de 391 540 euros au fonctionnement de l'association Marseille Innovation, en augmentation de 40 000 euros par rapport à 2017 pour le démarrage de la 4^e pépinière «CIC place de l'innovation» au centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEEN 005-593/17/CT du 17 mai 2017 « Approbation du projet de 4^{ème} site de Marseille Innovation et accord de principe pour un soutien financier du Territoire Marseille Provence ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des start up innovantes de la Métropole Aix-Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement adapté ;
- L'enjeu majeur que représente pour la Métropole Aix-Marseille Provence le soutien à Marseille Innovation en termes de

développement économique, d'innovation et d'emplois ;

- L'importance du partenariat avec le CIC et l'ouverture du 4^{ème} site de Marseille Innovation « CIC place de l'innovation » au centre-ville de Marseille ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 391 540 euros à l'Association Marseille Innovation au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association Marseille Innovation ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer ladite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique B320- Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 61 et Sous-Politique B370 -Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 002-053/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière biotech pour l'année 2018 et approbation d'une convention

DPEATSV 18/16153/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le domaine technologique, avec l'aéronautique-mécanique, le maritime et la logistique, les industries numériques et créatives, et l'énergie, les biotechnologies et la santé font partie des filières historiques d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, GenePred, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à cette filière, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delaage) ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur inter-universitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du Technopole de Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise. Elle est organisée en deux départements :

- Grand Luminy Communication assure des actions d'animation, de communication et de promotion sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy. Ces actions prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreuses manifestations scientifiques.

- Grand Luminy Entrepreneuriat qui assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie.

L'année 2017 a été marquée par le bilan de la première édition du programme d'accélération de croissance des start-up « Go4Biobusiness » co-piloté avec le Pôle Eurobiomed, par l'organisation de la « Semaine de la création d'entreprise » du 3 au 7 avril 2017 et par une large campagne de communication pour mettre en lumière les biotechs du territoire ainsi que l'excellence académique que forme l'écosystème de Luminy.

La pépinière Grand Luminy s'est également étendue sur 1 500 m² dans les locaux du bâtiment Beret-Delaage (ex-locaux de la société Trophos) et dispose désormais de près de 3 500 m² qu'elle loue à La Métropole d'Aix-Marseille Provence au sein des bâtiments Luminy Biotech et Beret-Delaage. Grand Luminy prépare l'arrivée de nouvelles entreprises dans le bâtiment Beret Delaage (Neurochlore, HalioDx, Syncrosome et Balmes Transplantation) et le rez-de-chaussée est requalifié pour développer des nouveaux services.

La pépinière propose aux sociétés laboratoires, bureaux, plateformes mutualisées, services administratifs et une large gamme de services spécialisés autour des activités de R&D, dispensés par du personnel dédié.

A ce dispositif permettant aux entreprises de concentrer leurs ressources sur le cœur de métier, vient s'ajouter un accompagnement stratégique dispensé par des chargés de mission spécialistes de ce secteur d'activité pour travailler sur les questions de modèles économiques, Business Plan, recherche de financements, marketing & communication, *etc.*

Les entreprises hébergées bénéficient également de l'accès au réseau de professionnels de Grand Luminy, et aux différentes opérations organisées tout au long de l'année (interventions d'experts, réunions d'information, formations mutualisées, *etc.*).

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière treize entreprises de pointe pour un effectif total de 65 salariés.

Par ailleurs, treize nouveaux projets ont été détectés en 2017 en phase d'incubation et trois entreprises ont été accompagnées en phase de croissance au sein de l'accélérateur « Go4Biobusiness » : Balmes Transplantation, Harobase, Physio-Assist pour une levée de fonds de 7,4 millions d'euros.

En 2018 l'association Grand Luminy va poursuivre ses actions en faveur de l'accélération d'entreprises (programme Go4Business) pour fédérer un plus grand nombre d'acteurs, accélérer un plus grand nombre d'entreprises et diversifier les sources de financements.

La montée en puissance et la diversification de l'offre de services aux entreprises (conseils, coaching, mise en réseau, prescripteur des différents dispositifs de financement) constitue un axe de développement prioritaire pour Grand Luminy. L'intégration du bâtiment Beret-Delaage et de ses équipements offrent de nouvelles possibilités de développement et de sécurisation des services existants, tout en facilitant la création de plateformes mutualisées.

L'association est par ailleurs très impliquée dans les réflexions et travaux de la Métropole sur le développement économique du Parc en relation avec le projet de MI Biopark (Luminy Biotech IV et futur programme immobilier de la SDIM avec un potentiel global de 20 000 m² SDP) et les projets porteurs du cluster Marseille Immunopôle.

Le budget prévisionnel 2018 de l'Association Grand Luminy pour la gestion de la pépinière s'élève à 822 070 euros.

ASSOCIATION GRAND LUMINY				BUDGET FONCTIONNEMENT PREVISIONNEL 2018			
PREVISIONS DE DEPENSES 2018				PREVISIONS DE RESSOURCES 2018			
POSTES	Animation & communication	Accompagnement à la création & Pépinière	TOTAL	Type de ressources	Animation & communication	Accompagnement à la création & Pépinière	TOTAL
I - Actions				Subventions			
COMMUNICATION	13 250	4 500	13 750	Ville de Marseille	40 000	0	40 000
ANIMATION	10 200	9 300	19 500	Métropole AMP		100 000	100 000
PROMOTION	4 000	5 400	9 500	CD 33	20 000		20 000
PLATEFORMES BIOTECH	0	47 000	47 000	Region PACA		132 000	132 000
Sous-total actions	33 550	66 200	99 750	Ss. Total Subventions	60 000	132 000	192 000
II - Masse salariale				Ressources pépinières et serv. extérieurs (M)			
	93 597	244 058	337 655	Rendances Pop.	0	253 976	253 976
				Rendances Beret Delaage	0	173 220	173 220
				Prest. Pop	0	48 000	48 000
				Prest. Externes	0	30 171	30 171
				Autres prestations	0	7 000	7 000
				Ss. Total ressources	0	490 366	490 366
III - Frais généraux				Autres recettes			
	27 420	357 224	384 644	Cotisations AGL	19 000	0	19 000
				Frais GdR	0	8 201	8 201
				Séminaire	3 000	0	3 000
				CiC	3 105	6 395	9 500
				Ss. Total autres rec.	25 105	14 596	39 701
				Prélèvement fond de réserve AGL / Subventions à venir			
TOTAL	154 567	667 502	822 070	TOTAL	85 105	736 965	822 070

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises Biotech de Grand Luminy pour son rôle majeur dans la dynamique entrepreneuriale du Technopole de Luminy et le rayonnement de la filière biotech métropolitaine.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de 90 000 euros à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière d'entreprises de biotechnologie au titre de l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association Grand Luminy ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320- Chapitre 65- Article 6574 – Fonction 61.

Présents	103
Représentés	36
Voix Pour	126
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 003-054/18/CT

■ **Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement de leurs cotisations 2018**

Information du Conseil de Territoire DEE 18/16179/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la métropole et celles ayant un périmètre d'actions sur un ou plusieurs territoires de la Métropole. Un partage est ainsi proposé entre un renouvellement d'adhésion à l'initiative des Conseils des territoires et financé par le budget qu'ils pilotent (État Spécial du Territoire) et un renouvellement d'adhésion au titre de la délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques porté par la centralité de la Métropole.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes :

- AIR PACA dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public pour un montant de cotisation de 472.398 euros pour 2018.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 238.772 euros.

- L'association « Bâtiments Durables Méditerranéens » dont l'objet est la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de cotisation de 20.000 euros pour 2018.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 8 000 euros.

- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...) pour un montant de cotisation de 15.000 euros pour 2018.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : néant

- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore pour un montant de cotisation de 2.120 € pour 2018.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 2 000 euros.

- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille Provence dont l'objet est d'assurer une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique communale, production d'énergie décentralisée, pour un montant de cotisation de 100.452,61 euros pour 2018. (soit 83.207,61 euros pour Marseille Provence et 17.245 euros pour le Pays d'Aubagne)

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 83 207,61 euros.

- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le

territoire du Pays d'Aix, pour un montant de cotisation de 25.000 euros pour 2018

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : néant.

- AMARIS qui réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses, pour un montant de cotisation de 5.000 euros pour 2018

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : néant.

- ACOUCITE, pôle d'expertise qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, pour un montant de cotisation de 800 euros pour 2018.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : néant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine « Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2018 »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine « Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2018 ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2018.

VECO 004-055/18/CT

■ Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

Information au Conseil de Territoire DEE 18/16152/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L 5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel CT1 Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Exercice de la compétence énergie jusqu'au 31 décembre 2017 :

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée (sauf sur le CT1) par les communes qui, sauf pour Marseille, l'ont transférée aux 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV).

2. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée (sauf sur le CT1) par les communes qui, pour certaines, l'ont transférée aux 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

Cette compétence n'est pas effectivement exercée par le Conseil de Territoire Marseille-Provence car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre.

Par contre, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce cette compétence du fait de l'existence d'un réseau public de chaleur créé par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en 2014.

4. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Ce qui change au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

La Métropole prend cette compétence pour l'intégralité de son territoire, compétence qui reste exercée au niveau métropolitain.

La gestion des transferts de cette compétence à des syndicats départementaux d'énergie est encadrée par l'article L5217-7 VI du CGCT. Ainsi, pour la compétence de distribution publique d'électricité :

- la Métropole se substitue à ses communes au sein des syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV),
- la Métropole exerce directement la compétence sur le périmètre de la concession de Marseille.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend cette compétence pour l'intégralité de son territoire, compétence qui reste exercée au niveau métropolitain.

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martigues (Conseil de Territoire du Pays de Martigues).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation au 1^{er} janvier 2018

Dans les domaines des réseaux d'énergie et de la production d'énergie renouvelable, les communes et les intercommunalités ayant précédé la Métropole n'exerçaient que peu de compétences, et les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. **Il est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de conserver cette expertise au niveau métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.**

1. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà au niveau métropolitain, l'organisation en place peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.
2. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé de conserver la centralisation et la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec une déconcentration dans les Conseils de Territoire concernés des missions de terrain (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.) de manière à assurer la proximité nécessaire avec les équipements.
3. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine « Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération portant sur la proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018.

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SÉANCE DU 20 MARS 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

20 MARS 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 26 mars 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Vincent COULOMB - Michel DARY - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Karim GHENDOUF - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAU - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO -

Roland BLUM représenté par Laure-Agnès CARADEC - Jean-Louis BONAN représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick BORE représenté par Andrée GROS - Nicole BOUILLOT représentée par Alain CHOPIN - Frédéric BOUSQUET représenté par Bernard JACQUIER - Valérie BOYER représentée par Stéphane PICHON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Monique CORDIER représentée par Claude VALLETTE - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Kheïra ZENAFI - Jean-Claude DELAGE représenté par Xavier MERY - Arlette FRUCTUS représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - Patrick GHIGONETTO représenté par Jérôme ORGEAS - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - André GLINKA-HECQUET représenté par Lionel VALERI - Georges GOMEZ représenté par Catherine CHAZEAU - Annie GRIGORIAN représentée par Régine GOURDIN - Louisa HAMMOUCHE représentée par Nadia BOULAINSEUR - Nathalie LAINE représentée par Marlène PREVOST - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ représenté par Bernard MARTY - Laurence LUCCHIONI représentée par Isabelle SAVON - Stéphane MARI représenté par Gérard POLIZZI - Guy MATTEONI représenté par Nathalie SUCCAMIELE - Richard MIRON représenté par Didier PARAKIAN - Claudette MOMPRIE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Martine GOELZER - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Jean ROATTA représenté par Jean MONTAGNAC - Marie-Laure ROCCASERRA représentée par Martine RENAUD - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis TIXIER représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Anne DAURES - Josette FURACE - Samia GHALI - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Christyane PAUL - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-056/18/CT

■ Composition des commissions de travail et d'études - complément
DAJA 18/16263/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°FCT 001-18/10/CT du 18 octobre 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a créé à titre permanent, quatre commissions de travail et d'études dont le rôle est d'émettre des avis et des propositions sur les questions soumises au Conseil. Leurs domaines de compétences sont les suivants :

- Commission de la proximité : voirie, propreté, déchets, eau, assainissement, mobilité.
- Commission du fonctionnement : finances, état spécial, patrimoine.
- Commission vie économique : ports, nautisme, développement durable, agriculture, tourisme, culture, emploi, numérique.
- Commission vie urbaine : habitat, politique de la ville, urbanisme, PLUI.

Par délibérations FCT 001-17/11/17 CT du 17 novembre 2017 et FCT 001-857/17/CT du 12 décembre 2017, la composition de ces commissions a été adoptée. Il convient de compléter la composition de la commission vie économique par la désignation de Monsieur Richard FINDYKIAN et de Monsieur Bruno CHAIX.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°FCT 001-17/11/17 CT du Conseil de Territoire du 17 novembre 2017 ;
- La délibération n°FCT 001-857/17/CT du Conseil de Territoire du 12 décembre 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de désigner les membres de chaque commission permanente de travail et d'étude.

DELIBERE

Article unique :

Monsieur Richard FINDYKIAN et Monsieur Bruno CHAIX sont désignés en qualité de membres de la commission vie économique.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 002-057/18/CT

■ Délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire DGS 18/16258/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence l'exercice de compétences avec pour objectif que soient garanties la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties au Conseil de Territoire, celui-ci a été autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état principal de territoire ;

- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

A ce titre, il convient d'organiser la délégation d'attributions au Président du Conseil de Territoire.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FCT 001-804/17/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt, dans un objectif de bonne administration de déléguer des compétences au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

La délibération FCT 001-804/17/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 juillet 2017 est abrogée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- préparer, passer, exécuter et régler les marchés accords-cadres, marchés subséquents et avenants en matière de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole dans les cas et conditions suivants :
 - pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 221 000 euros H.T
 - pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros H.T
- délivrer les autorisations de branchement aux réseaux d'eau potable;
- délivrer les autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement;
- prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières du Territoire Marseille Provence;
- intégrer des ouvrages dans le périmètre des DSP Eau et Assainissement.
- attribuer par délégation les aides financières affectées par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le logement social, sur le périmètre du territoire Marseille Provence aux maîtres d'ouvrages de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée chaque année par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;
- agréer les dispositifs spécifiques en faveur du logement social non assortis d'aides financières ;
- signer les conventions ouvrant droit à l'Aide Personnalisée au Logement ;
- délivrer toutes les demandes d'instruction ou d'autorisation relatives à des interventions sur la voirie ;
- conclusion, révision, résiliation des conventions de redevance spéciale relatives à la collecte des déchets ;
- conclusion des conventions de partenariat avec les organismes d'habitat collectif relatives à la gestion des déchets.

Article 3 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux Vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par

arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 4 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, Monsieur le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

FCT 003-058/18/CT

■ Etat Spécial de Territoire 2018 - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 DBP 18/16235/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 17 novembre 2017 par délibération n° FES 001-837/17/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 14 décembre 2017 par l'adoption du budget primitif 2018 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il s'agit de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°1 du prochain Conseil de la Métropole.

Ces ajustements sont réalisés dans le cadre défini par l'équilibre budgétaire adopté lors du vote du Budget Primitif 2018 en Décembre 2017. Ainsi, la dotation de gestion reste stable à la Décision Modificative n° 1.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2018 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FES 001-837/17/CT du 17 novembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2018. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 004-059/18/CT

**■ Budgets annexes du Territoire Marseille
Provence 2018 - Décision Modificative n°1**

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 18/16234/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le budget annexe des Opérations d'aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes. Ils sont présentés à zéro car les ajustements opérés concernent exclusivement des transferts à l'intérieur de chaque section et qui ne modifient pas l'équilibre général de chaque budget. Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant le fonctionnement de l'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence. La délibération n° FCT 002-858/17/CT du 12 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes délégués.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption de la Décision Modificative n°1 comme suit :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'Aménagement. Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	0,00 euros

Présents 106
Représentés 38
Voix Pour 131
Voix Contre 0
Abstentions 13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 005-060/18/CT

■ Assurances- Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16252/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Six dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 10 454, 43 euros (Dix mille quatre cent cinquante-quatre euros et quarante-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. BART Jonathan – sinistre du 25 janvier 2017 – Montant 647.57 euros
- Mme JAOUEN Christine – sinistre du 29 novembre 2016 – montant : 1 530.36 euros

- M. CASANOVA Stephan – sinistre du 18 juin 2017 – montant : 1 785.77 euros
- Mme VALERO CLEMENT France – sinistre du 9 juillet 2016 – montant : 3 897.00 euros
- M. MESI GIANELLI Fatiha – sinistre du 9 juillet 2016 – montant : 1 397.73 euros
- Mme CASENAVE Annick – sinistre du 5 septembre 2017 – montant : 1196.00 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FCT 007-061/18/CT**■ Approbation de l'organisation des services mis à disposition du Conseil de Territoire Marseille Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence DGS 18/16274/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il convient de porter à la connaissance de l'ensemble des élus du Conseil de Territoire l'organisation des services au sein du Conseil de Territoire Marseille Provence validée par les représentants du personnel en Comité Technique du 12 mars 2018.

Les rapports d'organisation ainsi que l'organigramme général et les organigrammes spécifiques pour chacune des Directions de Pôle sont annexés.

Outre la Direction Générale des Services et les Directions qui lui sont rattachées, six Directions de Pôle opérationnelles sont prévues.

- Développement Economique et Attractivité du Territoire
- Propreté et Valorisation des Déchets
- Infrastructures
- Voirie, Espace Public, Circulation
- Valorisation et Développement Urbain
- Eau et Assainissement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**Entendues les conclusions du rapporteur,****CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'approuver l'organisation des services du Territoire Marseille Provence.

DELIBERE**Article unique :**

Est approuvée l'organisation des services du Conseil de Territoire Marseille Provence telle que prévue dans les rapports ci-annexés.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	130
Voix Contre	1
Abstentions	13

Adoptée**Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

A voté contre :

Yann FARINA

FCT 006-062/18/CT**■ Schéma Directeur d'Organisation des Services - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire****Avis du Conseil de Territoire
DAJA 18/16275/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis l'adoption du Schéma Directeur d'Organisation des Services par le Conseil de la Métropole lors de la séance du 18 mai 2017, l'organisation administrative métropolitaine repose sur trois principes :

- une administration métropolitaine unifiée, juridiquement et socialement, relevant de l'autorité exécutive du Président de la Métropole ;
- une administration métropolitaine mutualisée, mettant en commun toutes ses ressources provenant des administrations des anciens EPCI et les organisant dans une logique de rationalisation et d'optimisation ;
- une administration métropolitaine territorialisée, définissant un niveau d'administration de proximité tenant compte de l'étendue géographique de la Métropole et de la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Poursuivant des objectifs de cohérence, de transparence et d'efficacité, l'organisation administrative ainsi adoptée entre dans la seconde phase de sa structuration. Elle est ainsi appelée à être complétée et précisée, et ce au regard de trois enjeux :

- la nécessaire structuration des services de la Métropole mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, conformément à la loi NOTRe ;
- le plein exercice par la Métropole des compétences transférées par les communes depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- le confortement des fonctions métropolitaines pour une intégration accrue des ressources dans un contexte de maîtrise renforcée des moyens.

L'organisation ainsi proposée doit répondre à l'impératif d'efficacité des services publics de la Métropole, à l'exercice des nouvelles compétences transférées tout en prenant en compte les aspirations professionnelles de l'ensemble des agents. Une meilleure lisibilité de l'organisation et les clarifications nécessaires au sein de l'ensemble métropolitain sont aussi visées.

Après une première phase d'installation des entités relevant de l'échelon métropolitain, la réflexion s'est donc poursuivie afin de proposer une organisation optimale, cohérente et coordonnée de l'échelon territorial, dans le respect des textes applicables.

Les propositions d'organisation soumises au Conseil de la Métropole prennent appui sur la recherche systématique d'économies d'échelle et de mutualisations des moyens humains entre l'échelon métropolitain et l'échelon territorial.

Cette méthode est déployée notamment dans les domaines fonctionnels : Finances, Commande

publique et Affaires juridiques, Ressources Humaines, Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, Innovation numérique et Systèmes d'Information, Affaires générales et Moyens généraux, Bâtiments, Patrimoine et Foncier.

De par leur nature, les Directions Générales Adjointes fonctionnelles se situent à l'échelon métropolitain. Leur organisation est de nature hiérarchique et déconcentrée. A cet effet, chaque fonction Ressources métropolitaine affectera un responsable territorial à l'échelon territorial.

Dans chaque domaine concerné, ils auront pour responsabilité de :

- assurer le pilotage stratégique et la coordination des moyens affectés aux services des Conseils de Territoire pour la réalisation de leurs missions dans le cadre des orientations fixées par le Conseil de métropole ;
- veiller à l'utilisation optimale des ressources en fonction des priorités politiques et des moyens alloués ;
- contribuer à la réalisation des ambitions de la Métropole en développant une planification pluriannuelle des moyens ;
- prescrire le cadre procédural adapté à chaque fonction, dans le respect de la réglementation et des décisions de la collectivité ;
- apporter conseils et expertises pour la mise en œuvre de chaque fonction.

Cette méthode de recherche de mutualisations internes est appelée aussi à être étendue à d'autres domaines d'intervention de la Métropole, tels que, par exemple, la Mobilité, l'Eau et l'assainissement...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le Schéma Directeur d'Organisation des Services - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire tel qu'il résulte du présent rapport.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	130
Voix Contre	1
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

A voté contre :

Yann FARINA

FCT 008-063/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint-Charles

Avis du Conseil de Territoire DAJA 18/16276/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion de la gare routière de Marseille Saint-Charles. Elle s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui était en charge de la gestion de l'équipement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans ce cadre, une convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière Saint- Charles a été conclue le 11 avril 2013 avec Gares et Connexions. Elle définit les locaux mis à disposition ainsi que le montant de la redevance annuelle due par la Métropole.

Cette convention d'une durée de 5 ans, s'achève le 10 avril 2018.

Un premier avenant, sans incidence financière, a eu pour objet de mettre à la disposition un espace supplémentaire en positionnant un automate à l'extérieur du kiosque, accolé à la façade.

Dans un contexte de restructuration de la gare routière de Marseille Saint-Charles et de modification des conditions d'exploitation du site par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des discussions avec les différents partenaires doivent être menées afin d'optimiser l'utilisation du local loué.

Dans l'attente il est proposé de prolonger cette convention pour une durée d'un an, soit jusqu'au 10 avril 2019.

Toutes les autres clauses, notamment financières sont inchangées.

Pour 2018, la somme prévisionnelle totale due par la Métropole Aix-Marseille-Provence, incluant le loyer et les charges associées s'élève à environ 190 000 euros HT ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Gares et Connexions s'achèvera le 10 avril 2018.
- Que les besoins d'occupation ont évolué et qu'une réflexion sur l'optimisation des emplacements loués doit être menée ;
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger d'un an cette convention.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

l'approbation de l'avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint-Charles.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

FCT 009-064/18/CT

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16279/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence Alpes Côte d'Azur ont conclu une convention en vue du déploiement progressif, à compter de 2018, d'une gamme tarifaire multimodale constituée d'abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un abonnement mensuel tout public a été mis en œuvre le 1er février 2018. Il permet à son titulaire dès lors qu'il s'acquitte de son montant, de circuler sur l'ensemble des réseaux de transport du territoire de la Métropole, parcs-relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

La convention décrit la gamme tarifaire, les niveaux de prix, les modalités de vente ainsi que les principes de répartition de recettes sur un principe forfaitaire de 65% au profit de la Métropole et 35% de la Région. Cette clef de répartition donnera lieu à une révision au réel annuelle au regard des usages.

Initialement, la distribution du titre prévoyait les canaux traditionnels de ventes dans le cadre d'une vente dite « croisée ». Cela implique que la grande majorité des outils de vente de tous les réseaux concernés par le périmètre du pass, puissent être utilisés.

Dans le cadre de l'évolution de sa politique de distribution, la Métropole Aix-Marseille-Provence a développé un module de vente capable de distribuer le pass multimodal. A cet effet, une régie métropolitaine de recettes est créée : les recettes ainsi encaissées au titre des produits multimodaux feront l'objet de

reversement au profit de la Région, sur la base de la clef de répartition initialement convenue.

Un avenant à la convention initiale est donc nécessaire : il a pour objet de préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance et de prévoir la possibilité d'une réciprocité dans l'hypothèse où la Région mettrait en place un module similaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation de l'avenant 1 à la convention relative au déploiement

d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FCT 010-065/18/CT

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagements divers sur Pôles d'échanges

Information du Conseil de Territoire

DAJA 18/16277/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis leur mise en exploitation, les pôles d'échanges font l'objet, d'adaptations, d'améliorations ou d'évolutions. Ces aménagements sont les résultantes de mesures d'harmonisations techniques sur les divers matériels qui composent ces équipements. Cela concerne aussi bien les grosses réparations incombant au maître d'ouvrage sur les sites, que des aménagements plus structurels.

Le montant de l'opération d'investissement n° 2017269400, « *Aménagements divers sur Pôles d'échanges* » inscrite au budget annexe transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 172 540 TP du programme 54 de la Métropole s'élevait initialement à 200 000 € HT. Cette dernière était circonscrite à la réalisation des aménagements sur le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération du pays d'Aix.

L'objectif désormais poursuivi est de doter les différents pôles d'échanges livrés d'aménagements complémentaires de type local gardien-salle d'attente, en considérant une exploitation globale au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, l'autorisation de programme existante doit être révisée à hauteur de 1 600 000 € H.T.

Par conséquent, cette révision, porte le montant de l'opération 2017 269400 à 1 800 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération n° 2017 269400 d'un montant initial de 200 000 euros pour un montant de 1 600 000 euros H.T, afin de pouvoir réaliser l'ensemble des travaux qui s'avèrent nécessaires au sein des pôle d'échanges métropolitains, durant les prochains exercices ;
- Que par conséquent l'opération n° 2017 269400 s'élèvera à un montant de 1 800 000 € HT ;
- Qu'il convient à cet effet, de prévoir l'inscription des crédits de paiements annuels nécessaires au sein des futurs exercices budgétaires ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement – Aménagement divers sur Pôles d'échanges.

FCT 011-066/18/CT

■ Approbation de la révision de l'affectation d'investissement relative aux aménagements Points d'arrêts anciennement gérés par le Conseil Départemental

Information du Conseil de Territoire

DAJA 18/16280/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La préparation du Budget Annexe des Transports métropolitains 2017 a été conduite parallèlement au transfert de la compétence transport départementale et à l'organisation des services de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie. Dans ce contexte, le montant de l'autorisation de programme destinée à l'aménagement des points d'arrêts de Transports en commun, anciennement gérée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, n'a pas pu être correctement dimensionné.

En effet, le montant de l'opération n° 201706200 de 900 000 euros ne correspond qu'à un exercice budgétaire annuel.

Afin de permettre l'engagement des sommes prévues au BP 2018, il est nécessaire de revaloriser l'Autorisation de Programme à hauteur de 450 000 euros HT.

L'opération d'investissement n° 201706200, *Aménagements Points d'arrêts CD13, montant de l'opération* inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme n° 171072TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 450 000 euros H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017106200 de 900 0000 euros H.T à 1 350 000 euros H.T.

Pour les exercices 2019 et suivants, il est envisagé de créer une nouvelle autorisation de programme, de dimension métropolitaine, qui couvrira l'ensemble des besoins relatifs aux aménagements des points d'arrêts et abribus dans le cadre des différents Agendas D'Accessibilité Programmée votés

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 350 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 350 000 euros H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation de la révision de l'affectation d'investissement relative aux aménagements point d'arrêts anciennement gérés par le Conseil Départemental.

FCT 012-067/18/CT

■ Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

**Information du Conseil de Territoire
DEE 18/16278/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Rappel du contexte réglementaire

Les *réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable* font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel Conseil de territoire Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Le cadre qui était en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 :

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée par 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, sauf pour Marseille pour qui la compétence est exercée par la Métropole.

2. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée soit par les communes, soit par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, soit par la Métropole (sur le Conseil de territoire Marseille Provence).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. Elle est exercée par les communes.

La Communauté urbaine Marseille Provence avait déjà pris cette compétence sur son territoire mais ne l'exerçait pas effectivement exercée car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre. Il en est donc de même pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence en 2017.

Par contre, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ayant porté la création d'un réseau public de chaleur en 2014, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce déjà cette compétence.

4. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Les évolutions imposées par la loi au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences des communes à la Métropole devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain en application des articles du CGCT L5217-2-I et L5217-7-IV.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence reste exercée par la Métropole sur le périmètre de la concession de Marseille.

Cette compétence reste exercée par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV), sur le territoire métropolitain hors Marseille.

La loi impose que la Métropole se substitue automatiquement à ses communes au sein de ces syndicats (article L5217-7 VI du CGCT et arrêté préfectoral du 29/12/2017) pour cette compétence.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des syndicats ou communes qui l'exerçaient auparavant (article L5217-7-III du CGCT et arrêté préfectoral du 29 décembre 2017).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des communes qui l'exerçaient auparavant. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

La Métropole prend ainsi la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martigues (Conseil de Territoire du Pays de Martigues).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation interne au 1^{er} janvier 2018

Dans le domaine des réseaux d'énergie, les intercommunalités ayant précédé la Métropole (devenues Conseils de territoire) n'exerçaient pas de compétences et les communes n'y consacraient que peu de moyens. Ainsi, les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. De même, sur le développement de la production d'énergie renouvelable, il n'a pas été identifié de ressources dédiées significatives. **Il est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de concentrer cette expertise à l'échelon métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.**

1. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà exercée au niveau métropolitain et non déléguable aux Conseils de territoire, l'organisation en place peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.
2. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé, plutôt que de déléguer la compétence aux Conseils de territoire, de centraliser la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec, dans les Conseils de territoire concernés, une possible déconcentration des missions de proximité (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.).
3. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en

place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Il est précisé que cette proposition d'organisation interne ne modifie pas le transfert de la compétence relative à la concession de la distribution publique d'électricité aux syndicats départementaux d'énergie et ne préjuge pas d'éventuelles évolutions futures des relations entre la Métropole et ces syndicats.

Il est précisé par ailleurs que cette proposition ne remet aucunement en cause les modalités de perception par les communes de la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) ni les dispositions prises au titre des contrats de concessions de la distribution publique d'électricité comme la contribution du concessionnaire aux travaux d'enfouissement des réseaux électriques (article 8 du contrat).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitaine : Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine : Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine : Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-068/18/CT

■ **Délibération Cadre portant sur la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux - PLUi-entre le Conseil de la Métropole les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16226/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délibération cadre portant sur la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président du Conseil de Territoire.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code général des collectivités territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des

Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale. Dès lors, le Plan Local d'Urbanisme doit couvrir en principe l'intégralité du territoire intercommunal.

Par exception à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore en vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux dans le cadre de ses Conseils de Territoire. Chaque Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Métropole couvre donc le périmètre d'un Conseil de Territoire. Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

A cette fin, le Conseil de la Métropole envisage d'adopter un projet de délibération Cadre portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le projet de délibération Cadre indique notamment que l'article L. 5218-7, II du Code général des collectivités territoriales attribue une compétence exclusive au Conseil de la Métropole pour l'approbation du plan local d'urbanisme. Les mêmes dispositions prévoient également que le Conseil de la Métropole délègue aux Conseils de Territoire, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, ses compétences en matière de PLU, à l'exception de sa compétence exclusive d'approbation, sauf délibération expresse adoptée à la majorité des deux tiers du Conseil de la Métropole.

Ainsi le Conseil de la Métropole a, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, les compétences suivantes dans les conditions susmentionnées : prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le

projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation.

Le projet de délibération Cadre prévoit d'associer les Conseils de Territoire à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui les concerne, en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire préalablement à l'engagement de la procédure et à l'arrêt du projet de PLUi par le Conseil de la Métropole.

Par ailleurs, le projet de délibération Cadre indique également qu'il se substitue à la délibération Cadre du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire n°1 (Marseille Provence) et leurs Présidents respectifs, dans toutes ses dispositions.

La procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille-Provence se poursuivra donc dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres fixées par la délibération AEC 001-1009/15/CC et des objectifs poursuivis et des modalités de concertation avec le public arrêtées par la délibération AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 et conformément à la délibération Cadre proposée.

Il est précisé qu'il appartiendra aux autres Conseils de Territoire de définir les modalités de collaboration avec les communes membres concernées préalablement à la prescription de l'élaboration de leurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux respectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération Cadre du Conseil de la Métropole portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération Cadre fixant la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération Cadre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération Cadre du Conseil de la Métropole portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 010-069/18/CT

■ Projet Urbain Partenarial - Poursuite des opérations engagées par les communes

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16271/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet Urbain Partenarial (PUP) – Poursuite des opérations engagées par les communes » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les

compétences En matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Ce transfert en matière de PLU rend la Métropole seule habilitée à conclure des conventions de projet urbain partenarial tels que définis par l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les PUP participent au financement d'équipements publics d'infrastructures ou de superstructures qui peuvent relever de la compétence de personnes publiques différentes (communes ou EPCI). En conséquence, les textes prévoient la possibilité de partager entre commune et EPCI le produit du PUP, par un mécanisme de reversement, en prenant en compte la charge des équipements publics qui relèvent de leurs compétences respectives.

Dès lors, pour les futurs PUP, la Métropole devient seule compétente pour instaurer les périmètres de PUP et délibérer sur les contrats. Le respect de l'affectation du produit du PUP à la personne publique compétente pour les équipements publics à réaliser nécessitera la conclusion de conventions de reversement à conclure avec la commune pour la part du produit PUP correspondant aux travaux relevant de sa compétence.

Concernant les PUP délibérés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, un recensement a été réalisé à l'échelle du territoire métropolitain et a mis en évidence le fait que la majeure partie des travaux à réaliser dans les PUP relève de la compétence des communes et que la majeure partie des recettes leurs sont affectées.

En effet, 20 périmètres de PUP ont été recensés, représentant trente contrats en cours, 62 millions d'euros HT de travaux restant à réaliser et 27 millions d'euros HT de recettes restant à percevoir et à répartir entre métropole et communes.

Dans les cas des PUP délibérés dont l'exécution a démarré pour respecter les délais contractuels de réalisation des travaux, le décalage de la perception des recettes du PUP risque de ne plus permettre le pré financement des travaux communaux compte tenu des délais administratifs induits par le mécanisme de reversement.

Afin de faciliter la mise en œuvre opérationnelle, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) seront conclues entre la Métropole aux Communes afin de garantir une maîtrise d'ouvrage unique.

Considérant d'une part que les communes étaient compétentes pour instaurer des périmètres de PUP jusqu'au 31 décembre 2017 et d'autre part que la

maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les communes, il est proposé de ne pas transférer les contrats de PUP résultant de l'instauration d'un périmètre de PUP délibéré avant le 1^{er} janvier 2018 par les communes.

Sur le plan pratique, cette solution évitera de renouveler toute la chaîne de contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2018 et permettra aux communes de percevoir directement les participations des PUP. Il conviendra cependant d'établir les conventions de reversement des communes à la métropole pour assurer à la métropole le financement des travaux dont elle aura la charge, le cas échéant.

Néanmoins, il existe deux exceptions à ce dispositif. Dans les périmètres de zone d'activité relevant des compétences exclusives de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, les équipements publics à réaliser et rendus nécessaires par une opération d'aménagement à l'intérieur de ces périmètres, sont majoritairement ou exclusivement selon les cas, de compétence de la Métropole. Le produit du PUP portera alors essentiellement sur le financement d'équipements publics de compétence métropolitaine et dans ce cas, le transfert s'impose. Il en est de même dans les périmètres des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain par délibération de la Métropole du 19 octobre 2017.

Ainsi, compte tenu de l'urgence opérationnelle de certains PUP, il est proposé que dans le cas de PUP dont les périmètres ont été délibérés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, et hormis les PUP instaurés dans les périmètres de zones d'activité métropolitaines et ceux des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain, la Métropole ne se substitue pas aux communes dans les contrats déjà signés, et qu'il soit permis aux communes de signer les derniers contrats liés à des autorisations d'urbanisme à délivrer dans le périmètre de ces PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Projet Urbain Partenarial (PUP) – Poursuite des opérations engagées par les communes ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Projet Urbain Partenarial (PUP) – Poursuite des opérations engagées par les communes » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Projet Urbain Partenarial (PUP) – Poursuite des opérations engagées par les communes ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VU 002-070/18/CT

■ Projet Urbain Partenarial de Laure à Châteauneuf les Martigues - Approbation de l'avenant de clôture avec European Homes Promotion 2

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16216/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Projet Urbain Partenarial de Laure à Châteauneuf les Martigues – Approbation de l'avenant de clôture avec European Homes Production 2» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En application des articles L332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme et afin d'accompagner le développement du secteur, conformément à l'orientation d'aménagement inscrite au PLU, la commune de Châteauneuf-les-Martigues, MPM et deux opérateurs immobiliers, Cogedim Provence et Européan Homes se sont rapprochés aux fins de conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial.

Par délibération AEC 011-144/12/CC du 22 mars 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention de projet urbain partenarial avec Européan Homes Promotion 2 pour le secteur de Charité-Frascati-Bastide Neuve situé sur la commune de Châteauneuf les Martigues.

Le programme des équipements publics était fixé à 993 600 euros HT. Conformément aux termes de la convention, les participations aux couts de réalisation des équipements publics mis à la charge des promoteurs étaient fixées à 84 %. En conséquence, le montant total des participations à percevoir des promoteurs était fixé à 835 100 euros HT.

La surface de plancher à développer dans le périmètre du PUP s'élève à 11 108,44 m². Européan Homes Promotion 2 a réalisé, conformément à son programme, 104 logements dont 52 à caractère social, pour une surface de plancher réalisée de 7390.44m².

La participation financière des opérateurs est calculée selon le cout des équipements publics à mettre à leur charge sur la totalité de la surface de plancher réalisable dans la zone. La participation a été fixée à 75 euros/m² de surface plancher réalisée.

Européan Homes Promotion 2 a donc, conformément aux termes de la convention, versé une participation de 554 283 euros.

L'article 7 de la convention initiale prévoit un ajustement des participations en fonction du cout effectif de la réalisation des équipements. L'ensemble des travaux prévus dans le PUP a été réalisé pour un montant de 863 213,37 euros.

Lors du conseil du 30 Juin 2017 la Métropole a approuvée l'avenant N°1, cet avenant comporte une erreur matérielle sur le montant de remboursement d'Européan Homes et il convient de l'abroger et d'enrôler ce nouvel avenant.

Il est proposé que la Métropole approuve la clôture de l'opération de PUP et le remboursement du trop-perçu auprès des promoteurs, soit la somme de 73 034,13 euros pour Européan Homes Promotion 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Projet Urbain Partenarial de Laure à Châteauneuf les Martigues – Approbation de l'avenant de clôture avec European Homes Production 2».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter le Projet Urbain Partenarial de Laure à Châteauneuf les Martigues, ainsi que l'approbation de l'avenant de clôture avec European Homes Production 2 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Projet Urbain Partenarial de Laure à Châteauneuf les Martigues – Approbation de l'avenant de clôture avec European Homes Production 2».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VU 003-071/18/CT

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16225/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre de ses compétences et de l'ambition qu'elle souhaite donner à son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence considère que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour son développement.

L'opération d'intérêt national Euroméditerranée constitue un vecteur fondamental du développement de la Métropole.

Ainsi, par délibération du 15 décembre 2016, et dans la continuité de l'ingénierie foncière engagée sur ce secteur depuis 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'intervention foncière en phase anticipation - impulsion sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Ville de Marseille dont l'échéance est prévue jusqu'en décembre 2022.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire à l'ensemble des partenaires de redéfinir les priorités d'intervention de l'EPF PACA, tant en termes de secteurs géographiques que de moyens d'action.

Dans un contexte de pression foncière, et face à des durées de portage moyen/long terme, la recherche d'optimisation de la gestion transitoire des biens,

notamment économiques, est un moyen d'accompagner le recyclage foncier.

A cet effet, la récente délibération n°2017/54 en date du 30 novembre 2017 du conseil d'administration de l'EPF PACA ouvre la possibilité de déduire du prix de cession des biens acquis par l'EPF PACA, les éventuelles recettes locatives perçues par l'Etablissement pendant la durée de portage. Cette nouvelle facilité proposée vient s'ajouter à l'exonération de l'imputation du montant des taxes foncières sur le coût de cession de l'opération. La nouvelle convention vient consacrer cette modalité de cession.

Par ailleurs, le rôle des quatre partenaires est clarifié et les modalités de pilotage précisées.

Aussi, un ajustement du calendrier de cession des biens acquis par l'EPF PACA est réalisé afin de garantir un écoulement régulier du stock foncier permettant d'assurer un roulement entre les cessions et les acquisitions et par conséquent, une meilleure exécution de la convention.

Enfin, des précisions sont également apportées sur le périmètre d'intervention, décomposé en cinq sous-secteurs en phase d'impulsion.

Ainsi il est proposé d'approuver cette nouvelle convention qui annule et remplace la précédente convention quadripartite, avec un réengagement du montant financier autorisé de 90 millions d'euros, une reprise des dépenses du stock foncier et une échéance prévue pour décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-122/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension méditerranée ;
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu

majeur pour le développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il est nécessaire de clarifier le rôle des partenaires et ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	19

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Nouriati DJAMBAE - Gérard POLIZZI

VU 004-072/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier Essencia d'une parcelle de terrain sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16217/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier « Essencia » d'une parcelle de terrain sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation, à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des copropriétaires de l'ensemble

immobilier « Essencia » d'une parcelle de terrain sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation, à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation à Marseille 13^{ème} arrondissement, cadastrée 889 E 218 d'une superficie de 25 m², permettra son intégration dans le domaine public métropolitain pour aménagement de voirie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier « Essencia » d'une parcelle de terrain sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation, à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VU 005-073/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud Tronçon Florian - Paul Claudel appartenant à la Société TRE Acquisition III sise 11 Bd Romain Rolland à Marseille 10^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16219/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,

qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (Tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric JARIEL, sise 11 boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,

- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 287m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 84, sise 11 boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, pour un montant de 31 497,00 Euros (trente et un mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de

terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric JARIEL, sise 11 boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Société TRE Acquisition III, sise 11 boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de la délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Société TRE Acquisition, représentée par M. Frédéric JARIEL, sise 11 boulevard Romain Rolland – 13010 Marseille ».

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VU 006-074/18/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société ADOMA rue Jolie Manon à Marseille 3ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16223/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires

portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société ADOMA rue Jolie Manon à Marseille 3^{ème} arrondissement» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La rue Jolie Manon est une voie ouverte à la circulation publique qui permet la liaison entre la rue Loubon et le boulevard Boues à Marseille 3^{ème} arrondissement- quartier Belle de Mai.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jolie Manon, la société ADOMA accepte de céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence 4 emprises foncières constituant une partie de l'assiette foncière rue Jolie Manon.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ADOMA, cette dernière accepte de céder les terrains en cause moyennant un euro symbolique.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société ADOMA rue Jolie Manon à Marseille 3^{ème} arrondissement. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société ADOMA rue Jolie Manon à Marseille 3^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société ADOMA rue Jolie Manon à Marseille 3^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VU 007-075/17/CT

■ Acquisition de deux parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la SNC France Construction nécessaire à la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret

Avis du conseil de territoire DUFSV 18/16222/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition de deux parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la SNC France Construction, nécessaire à la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux parcelles cadastrées AA 243 et 271 d'une surface de 755 m² et 43 m² propriété de la SNC France Construction.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SNC France Construction accepte de céder deux parcelles de terrain moyennant la somme de 1 euro symbolique.

Il convient que la Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n°2015-102V2790 du 10 décembre 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition de deux parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la SNC France Construction, nécessaire à la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret ».

OÙ I LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue Jacques Prévert sur la commune de Saint-Victoret seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SNC France Construction afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition de deux parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la SNC France Construction, nécessaire à la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VU 008-076/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI SAINCOUR nécessaire à la réalisation de l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16224/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI SAINCOUR nécessaire à l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Les travaux d'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SCI SAINCOUR d'une emprise foncière de 150m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 123. Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI SAINCOUR, cette dernière accepte de céder le terrain en cause moyennant un euro symbolique.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI SAINCOUR nécessaire à l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI SAINCOUR nécessaire à l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI SAINCOUR nécessaire à l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VU 009-077/18/CT

■ Approbation d'une convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2017-2018

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16265/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2017-2018 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Université Aix-Marseille créée par le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 est un établissement public national d'enseignement supérieur à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Elle a pour missions la formation initiale et continue, la recherche scientifique et technologique ainsi que la diffusion et la valorisation de ses résultats, l'orientation et l'insertion professionnelle, la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique, la participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et la coopération internationale.

Dans le cadre de sa mission de recherche, l'université développe des ateliers pour les étudiants encadrés par un enseignant, sur des thématiques liées au territoire et portées par les collectivités ou structures intercommunales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite encourager cette démarche et s'y associer au travers d'ateliers propres à ses problématiques.

Pour l'année universitaire 2017/2018, l'université et les services de l'urbanisme de la Métropole propose un atelier d'urbanisme.

L'étude portera sur l'identification de trames vertes et bleues et leurs mises en œuvre par des principes d'aménagement et de composition urbaine, à l'échelle du bassin ouest du Conseil de Territoire Marseille Provence, à travers des secteurs AU identifiés sur les territoires des communes.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal.

Une première phase de diagnostic sera réalisée à l'échelle du bassin Ouest, et permettra d'identifier des secteurs plus précis de propositions pour la phase projet. Par la suite, les secteurs identifiés feront l'objet de projets urbains, qui pourront aller jusqu'à la traduction réglementaire.

Les résultats pourront alimenter les réflexions en cours relatives à l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal du Territoire de Marseille Provence et les outils réglementaires qui pourraient être utilisés.

Pour soutenir les frais techniques engagés par les étudiants dans le cadre de l'atelier, une participation financière de 7 500 euros est prévue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de recherche avec l'Université d'Aix-Marseille pour l'année 2017-2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter la convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2017-2018 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération d'approbation d'une convention de recherche avec l'Université Marseille-Provence pour l'année 2017-2018

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

Commission "Proximité"

PROX 001-078/18/CT

■ **Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement de travaux de mise en sécurité du Square du Lieutenant Danjaume à Marseille 7ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16238/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines fut érigé en 1926 pour commémorer le souvenir des armées françaises tombées sur le sol d'Europe centrale. Cet édifice fut classé Monument Historique par arrêté du 23 juillet 2009, modifié le 24 mai 2011.

Depuis plusieurs années la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et la commune de Marseille sont étroitement liées sur le partage des compétences du site.

L'état structurel dégradé de ce Monument historique, haut lieu touristique a amené la Commune de Marseille à réaliser des études visant à assurer la stabilité et la conservation de cet édifice remarquable.

Les études de diagnostic de l'équipe de maîtrise d'œuvre ont permis d'arrêter les travaux de mise en sécurité et d'urgence indispensables à la pérennité de ce Monument, (reprise du socle et restauration des parements du monument, mise aux normes techniques de l'éclairage et de la ventilation du monument, confortement des murs de soutènement et rénovation des garde-corps métalliques).

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la MAMP, il a été convenu dans un souci d'efficacité technique et financière que la Commune et la MAMP mettront en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux pour coordonner les compétences de chaque collectivité.

Pour des raisons d'efficacité technique et financière, la ville de Marseille et la Métropole ont souhaité mettre

en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité.

Ainsi il est proposé que la ville de Marseille réalise pour le compte de la Métropole les travaux qui relèvent d'une compétence Métropolitaine. Il s'agit de la réfection des gardes corps.

La participation financière prévisionnelle de la Métropole a été fixée à 180 000,00 euros TTC

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux de mise en sécurité et d'urgence du monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines-square du lieutenant Danjaume - 13007 MARSEILLE ainsi que de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218.7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que la Ville de Marseille réalise pour le compte de la Métropole les travaux de compétence Métropolitaine dans le cadre des travaux de mise en sécurité et d'urgence du monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines-square du lieutenant Danjaume - 13007 Marseille ;

- Qu'il convient que la Métropole rembourse financièrement La ville de Marseille pour ces prestations ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 002-079/18/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel au marché - Aménagement de la Place du Sud et du boulevard du Commandant Thollon - Plan d'Aou à Marseille 15ème arrondissement Lot 1 - Société Colas Midi Mediterranee

**Information du Conseil de Territoire
DRM 18/16202/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée en droit à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a procédé au réaménagement du secteur dit « du Plan d'Aou » à Marseille qui fait l'objet d'une convention de type ANRU.

Le projet se divisait en 3 zones sur un total de 9150 m².

- Zone 1 : Boulevard du Commandant Thollon – 4 300 m² ; Il représente un des accès principal au plateau depuis l'avenue de Saint Antoine en franchissant la différence de niveau importante entre le noyau villageois de saint Antoine et « le plateau »
- Zone 2 : Le Nord du boulevard des Corsaires et le Sud du boulevard Reboul – 2 850 m². Cet axe viaire dessert le plateau du plan d'Aou dans sa partie Sud.
- Zone 3 : La place du Sud – 2 000 m² - Elle marquera l'entrée sur le plateau.

Après analyse des besoins par une maîtrise d'œuvre dédiée (Groupement agence Guillermin, Grontmij, A&TU), un marché de travaux concernant le lot 1 « VRD - GENIE CIVIL – REVETEMENTS DE SOL » n°14/043 a été notifié le 02 avril 2014, à l'entreprise Colas Midi Méditerranée.

Cette société a procédé à l'exécution des prestations qui lui ont été commandées, conformément au cahier des charges et à la demande du maître d'ouvrage. Le montant du marché de travaux, fixé initialement prévisionnellement à 1 066 884,70 euros HT a été augmenté en cours de chantier par avenant à 1 226 439,28 euros HT.

Après réception des travaux, et établissement du décompte général définitif par le maître d'œuvre, la société Colas Midi Méditerranée, a fait part à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un mémoire en réclamation, conformément à l'article 50 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux.

Dans le cadre de ce mémoire, la société titulaire fait état de sommes équivalentes à 454 732,48 euros HT qu'elle a dû engager pour mener à bien l'exécution du présent marché.

Cette somme se décompose en :

- 46 939,39 euros HT concernant des prestations exécutées non réglées
- 2 267,64 euros HT concernant un surcoût d'étude pour le titulaire provenant de la modification des projets arrêtés initialement
- 133 002,27 euros HT concernant un surcoût d'adaptation des moyens de production sur le chantier en raison de la multiplication des ateliers de travail.
- 95 681,98 euros HT concernant un surcoût d'encadrement et de maîtrise lié à la multiplication de ces ateliers.
- 87 624,04 euros HT concernant un surcoût de mise en sécurité du site en raison des dégradations inhabituelles sur ce type de chantier.
- 44 976,88 euros HT concernant le préjudice subit dans le paiement en retard des factures liées au chantier (intérêts moratoires).
- 12 104,98 euros HT concernant une assistance en gestion contractuelle (frais liés au montage du mémoire en réclamation)
- 32 135,30 euros HT concernant des frais financiers divers subit par la société Colas Midi Méditerranée tout au long du chantier.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. L'entreprise Colas Midi Méditerranée accepte de ramener le montant à 173 168,13 euros HT soit 61,92% d'abattement sur le montant total de la somme globale sollicitée.

Le protocole transactionnel établi et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de protocole transactionnel avec l'entreprise Colas Midi Méditerranée.

PROX 003-080/18/CT

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16237/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des

chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa dernière séance, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée, d'une part, sur la recevabilité de nouvelles demandes, et d'autre part, sur les montants des indemnités accordées selon la délibération ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 004-081/18/CT

■ Budget Territoire - Ajustement des montants de deux opérations budgétaires liées au pluvial dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 18/16246/CT**

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	TRAVAUX PLUVIAUX GR	3 000 000	+ 500 000	3 500 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	2 000 000	-500 000	1 500 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 024-708/15/CC du 19 février 2015 portant sur Approbation de l'affectation d'une opération générique nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire ;

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires liées au pluvial dans le cadre de la décision modificative 1 du

budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires liées au pluvial dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence.

PROX 005-082/18/CT

■ Budget Eau - Ajustement des montants de deux opérations budgétaires concernant l'adduction d'eau potable dans le cadre de la décision

modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16247/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F160	2015100900 (ancienne 2015/00009)	CT	EAU - Etudes adduction (Ingénierie)	70 000	+ 250 000	320 000
F160	2015100800 (ancienne 2015/00008)	CT	EAU ADDUCTION 2015/2019	1 200 000	-250 000	950 000
TOTAL F160				1 270 000	0	1 270 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 038-721/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'adduction de l'eau potable ;

- La délibération DEA 012-1465/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur les ajustements des montants de plusieurs opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2017 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur les ajustements des montants de plusieurs opérations budgétaires du budget annexe de l'eau du CT1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires du budget annexe de l'eau du CT1.

PROX 006-083/18/CT

■ Approbation de l'avenant n°3 au Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau du territoire Marseille Provence et du Règlement de Service de l'Eau

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16155/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a eu lieu le 1^{er} juillet 2014.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public de l'Eau par délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014, puis l'avenant n°2, par délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015.

De nouvelles évolutions contractuelles sont apparues nécessaires afin de prendre en compte les principaux points suivants :

- l'évolution du schéma organisationnel de la Structure Juridique Dédicée (SJD) et les incidences contractuelles associées, notamment en termes de prestations mutualisées. Dès l'origine, le contrat prévoit la mutualisation entre la Structure Juridique Dédicée et le groupe SEM. L'article 5 et les annexes 10 et 11 prévoient notamment la mutualisation de prestation de SEM vers SEMM pour les missions d'appui stratégique et de conseil (Direction générale, Direction Ressources Humaines, Finances, Achats

Management), les activités de médecine du travail, d'expertise réseaux, de gestion des crises et du laboratoire, ainsi que Bronzo TP pour la réalisation des travaux d'entretien de réseaux et Somei pour l'infogérance du système d'information).

Le schéma organisationnel mis en place depuis le 1/10/2016 prévoit l'intégration de la chloration, clientèle, atelier, CDT au sein de de la structure juridique dédiée. Par conséquent, de nouvelles prestations sont prévues au contrat vis-à-vis des autres structures du Groupe SEM. Un compte de résultat annuel permet le suivi des prestations mutualisées avec la SEM.

En outre, le schéma organisationnel au 1/10/2016 prévoit la mise à disposition par la SEM, par convention individuelle, de 60 ETP affectés aux fonctions support (ressources humaines, finances, communication, juridique...). Chaque année, un état des coûts associés au personnel mis à disposition sera transmis à la Métropole.

Cette organisation est neutre économiquement.

Elle est par ailleurs pertinente en termes d'expertise ;

- le nouveau schéma de gouvernance à mettre en place. Lors des 3 premières années de la délégation, il est clairement apparu la nécessité de faire évoluer le schéma de gouvernance tel que prévu au contrat et dans ses annexes afin de le rendre plus opérationnel et efficient ;
- la révision de conditions tarifaires et d'abonnement. Certains abonnements nécessitent des modifications (cas de l'abonnement « fourniture d'eau mobile ») et deux nouveaux abonnements seront introduits (abonnement « jardins familiaux ou solidaires », abonnement « espace public- eau brute ») pour mieux répondre aux besoins rencontrés ;
- la révision du Règlement de Service. Il est prévu d'inclure les évolutions tarifaires précitées ;
- la modification de certains Indicateurs de performance. Certaines évolutions d'indicateurs de performance contractuels (définitions, valeurs cibles) ont été identifiées par la Métropole comme nécessaires pour mieux évaluer la qualité et performance du Service ;
- les nouvelles mesures en matière de Cybersécurité : les évolutions réglementaires entrées en vigueur le 1er juillet 2016 en matière de cybersécurité pour les Opérateurs

d'Importance Vitale (OIV) s'appliquent au Service de l'Eau du territoire de Marseille-Provence. Par ailleurs, les responsabilités du Délégataire dans la chaîne « OIV » sont précisées ainsi que les principes et modalités de prise en charge de toutes ces nouvelles mesures ;

- les nouvelles mesures en matière de protection des données privées (RGPD) à compter de 2018 qui s'appliquent au Service de l'Eau du territoire de Marseille Provence ;
- l'introduction d'un audit quinquennal. Le principe d'un audit quinquennal est introduit, à la charge de l'Autorité délégante qui pourra ainsi s'assurer, sur une période de 5 ans, du respect de l'équilibre économique de la délégation, de l'évolution de la performance et des principaux engagements contractuels. Il pourra conduire, le cas échéant, à des ajustements contractuels ;
- la modification de la composition des travaux neufs. Le contrat a prévu la réalisation de travaux neufs à la charge du délégataire pour un montant de 35.2 millions euros HT (dont 24.4 millions euros HT pour le projet de la télérelève). La réalisation des études préalables aux travaux de 1^{er} établissement a permis d'identifier plusieurs projets dont la faisabilité ou l'opportunité est aujourd'hui remise en cause. Il s'agit des projets suivants (montants HT) :
 - Mise en place d'une turbine sur les forages du Puits Saint Joseph pour 96 000 euros,
 - Mise en place d'une turbine sur la dérivation Valentine Montredon pour 156 000 euros,
 - Points d'eau pour la faune sauvage pour 60 000 euros,
 - Aménagement de la salle de conférence du Centre de Production de Sainte Marthe pour 460 000 €.
 - Création d'un superviseur de la qualité de l'eau de la Durance pour 51 000 euros,

Il y a donc lieu d'acter la non-réalisation de ces opérations et leur substitution par des opérations à réaliser d'ici décembre 2019 pour un montant total de 823 000 euros :

- Mise en valeur de l'aqueduc Flemming en aménageant un jardin suspendu pour 148 000 euros,
- Dissociation des alarmes anti-intrusion sur les réservoirs pour 125 000 euros,
- Equipement des accès à l'eau des réservoirs de serrure avec canon Locken pour 89 000 euros

- Mise en sécurité des sites de production de La Ciotat et des Giraudets pour 189 000 euros,
- Mise en sécurité des postes à chlore pour 106 000 euros,
- Solde de 124 000 euros restant à affecter.

- Par ailleurs, les modalités de substitution de travaux de premier établissement sont précisées ainsi que celles relatives au suivi de l'équilibre financier ;
- Les incidences de la télérelève des compteurs d'eau sur le Service. L'autorité délégante a souhaité introduire des clauses contractuelles permettant de garantir le suivi de la performance du système de télérelève (indicateurs de performance) et d'optimiser la relation à l'usager ;
- L'intégration d'un objectif annuel de 600 kms de campagnes de recherches de fuites systématiques est introduit pour compléter et consolider les obligations du délégataire en termes de recherches de fuites systématiques (1500 km/an pour les deux premières années de la délégation), avec dans le même temps, la révision de la fréquence de maintenance des équipements de réseau secondaire et l'adaptation des horaires d'ouverture de l'Agence Canebière en cohérence avec la fréquentation.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°3 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014 portant sur l'approbation de l'avenant n° 1 au contrat de Délégation de Service Public de l'eau ;
- La délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015 portant sur l'approbation de l'avenant n° 2 au contrat de Délégation de Service Public de l'eau ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La note de synthèse diffusée aux conseillers communautaires ;
- L'information faite auprès de la Commission de Délégation de Service Public .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau conclu par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et de son Règlement de Service de l'Eau.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau conclu par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et de son Règlement de Service de l'Eau.

PROX 007-084/18/CT

■ **Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées - commune de Plan de Cuques**

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 18/16207/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m3 soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, trois demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques.

PROX 008-085/18/CT

■ Approbation du lancement d'un appel à projet pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille

Information du Conseil de Territoire DTD 18/16236/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'analyse du contenu des ordures ménagères collectées sur le territoire Marseille Provence fait apparaître que 18% d'entre elles sont constituées de cartons. Au centre-ville de Marseille, une très grande majorité de ce gisement provient d'activités professionnelles.

Or, afin de réduire la part des déchets pris en charge par le service public, les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par délibération DEA 018-2836/17/CM au Conseil de Métropole du 19 Octobre 2017 préconisent notamment de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite susciter sur le centre-ville de Marseille l'émergence d'une offre de service permettant la collecte et la valorisation matière de ces cartons et qui fasse appel, dans la mesure du possible, à des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire. Ce service pourrait se financer d'une part par une participation des professionnels qui y adhéreront et d'autre part par la vente du carton.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de Métropole d'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'extraire des ordures ménagères pris en charge par le service public les cartons produits par les professionnels ;
- Qu'il convient d'approuver le lancement d'un appel à projet pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le principe et la forme d'un appel à projets pour la récupération et la valorisation des cartons auprès des professionnels du centre-ville de Marseille.

PROX 009-086/18/CT

■ **Budget annexe Transports - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Mise en accessibilité de six stations du métro de Marseille et de son affectation**

Avis du Conseil de Territoire DMET 18/16245/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 Juillet 2014, le Conseil de Communauté a approuvé la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 18 000 000 d'euros portant sur la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite :

- la station Sainte Marguerite-Dromel, terminus actuel de la ligne 2, pour laquelle les travaux sont à ce jour en cours de réalisation ;
- les stations Vieux-Port, La Timone et Castellane.

Par délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 Octobre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé l'extension du périmètre de l'opération aux stations suivantes, sans changement du montant de l'opération :

- La Rose, représentant le terminus Nord de la ligne 1 ;
- Jules Guesde, en raison de son importante fréquentation et de son intégration dans le programme d'aménagement d'Euroméditerranée, sur le secteur Euroméditerranée. Cette station doit faire par ailleurs l'objet d'aménagements complémentaires afin de modifier l'accès à la station.

Cette même délibération prévoyait que le montant d'autorisation de programme de 18 000 000 d'euros, affecté à cette opération afin de permettre le lancement des études, ferait l'objet le cas échéant d'une demande de revalorisation le moment venu.

Fin 2017, un diagnostic détaillé ainsi que des études préliminaires des stations Vieux-Port, Timone, Castellane, La Rose et Jules Guesde ont été réalisés préalablement au lancement de la maîtrise d'œuvre. Ces études ont permis d'établir un coût des travaux évalué à 34,6 millions d'euros hors taxes.

Les travaux comprennent les coûts de génie civil, les équipements (ascenseurs ...), les aménagements internes et externes permettant une accessibilité globale de la station ainsi que les adaptations nécessaires à l'intégration des équipements au système central métro.

A cela s'ajoutent les coûts de maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage ainsi que les provisions pour révisions et évolution des prix, soit 10,4 millions d'euros hors taxes.

Le montant global de l'opération doit ainsi être porté de 18 à 45 millions d'euros afin de prendre en compte le coût détaillé des travaux arrêté à l'issue des études préliminaires et l'extension du périmètre de l'opération aux stations La Rose et Jules Guesde. L'opération doit faire en conséquence l'objet d'une révision d'un montant de 27 000 000 d'euros.

L'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite, d'un montant de 18 000 000 d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP du programme n° 13 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 27 000 000 d'euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la création d'une opération et affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;
- La délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 relative à l'accessibilité des stations du Métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite - Complément à la liste des stations concernées.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 27 000 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 27 000 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision de l'opération d'investissement Mise en accessibilité de six stations du métro de Marseille et de son affectation.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 010-087/18/CT

■ **Approbation des modalités de mise en oeuvre de la concertation menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la restructuration du terminal intermodal à passagers à Cap Janet à Marseille 2ème et 16ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16239/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Dans ce cadre il a notamment été décidé de mener un projet de regroupement sur le terminal existant du Cap Janet les flux de passagers à destination du Maghreb aujourd'hui diffus au sein du port, pour partie traités au Sud (Bassin de la Joliette) et pour partie au Nord du port, sur le Cap Janet. L'objectif est d'offrir une meilleure lisibilité de l'organisation du port, un meilleur niveau de service pour les passagers et une disposition plus opérationnelle pour les compagnies exploitant ces terminaux.

Ce projet est porté par le Grand Port Maritime de Marseille mais le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international. Il s'agit donc d'un projet global avec une co-maîtrise d'ouvrage du Grand Port Maritime de Marseille et de la Métropole.

Par délibération n° VOI-002-1997/BM en date du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes Côte-d'Azur et l'Etat.

En application de l'article L121-18 du code de l'environnement, une Déclaration d'Intention co-signée par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole a été envoyée à la Préfecture et fait l'objet d'une publication pendant un délai de deux mois afin de permettre l'ouverture d'un droit d'initiative aux tiers.

En vertu de l'article L121-17 du code de l'environnement, le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole ont proposé d'organiser une concertation préalable dont les modalités ont été présentées dans la Déclaration d'Intention.

Le présent rapport a pour objet d'approuver ces modalités.

A l'issue de la concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Ensuite, conformément à l'article R121-21 du code de l'environnement, le bilan de la concertation sera rendu public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218.7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L.121-15-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI-002-1997/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole ;
- La Lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Qu'une concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille est nécessaire pour la réalisation du projet de restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 011-088/18/CT

■ **Autorisation donnée au Président de la Métropole pour déposer une demande d'autorisation de défrichement pour l'opération Pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste**

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 18/16241/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole Présenté ci-après :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat-Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

La Métropole a acquis en juillet 2017 un terrain qui faisait l'objet d'un emplacement réservé pour la création d'un parc de stationnement. La réalisation de ce parc de stationnement semi-enterré constitue la première phase de l'aménagement du PEM et fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre notifié en décembre 2017.

Le terrain acquis par la Métropole étant arboré, il convient de déposer une demande de défrichement auprès des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, dont le récépissé du dépôt fait partie des pièces à fournir lors de la demande de permis de construire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités et notamment l'article L 5218.7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, et notamment à la création d'un parc de stationnement semi-enterré sur un terrain arboré acquis par la Métropole ;
- Que la demande d'autorisation de défrichement est une condition indispensable à la réalisation du projet ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 012-089/18/CT

■ Sollicitation des Fonds Structurels FEDER pour le cofinancement du projet de Développement de l'intermodalité à Malpassé - Frais-Vallon - BHNS et modes doux à Marseille 13ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 18/16148/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis leur subventionnement ainsi que leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le projet de «développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux» se situe dans les quartiers Nord-Est de Marseille, dans le 13ème arrondissement.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé en juin 2013 son Plan de Déplacements Urbains, qui prévoyait la réalisation d'une ligne de transport collectif en site propre (TCSP) entre Capitaine Gèze et Frais Vallon dénommée ligne B4. Le projet d'intermodalité, est localisé sur le linéaire de la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La ligne B4 participe à la création de la ligne majeure de contournement de Marseille, qui coïncide pour partie avec le tracé de la rocade L2, entre les autoroutes A7 et A50. La rocade L2 avec le Boulevard Urbain Sud, entre l'A50 et la Pointe Rouge, permettront d'organiser une desserte en bus performante sur cet itinéraire. Cette desserte est très attendue par la population marseillaise, car elle permet une liaison directe entre quartiers périphériques sans passer par le centre-ville.

Le périmètre du projet s'inscrit sur les sections 4 et 5 de l'opération B4, entre l'échangeur Saint Jérôme (ou Wrevinski) et le métro «Frais-Vallon». Il traverse également les quartiers prioritaires de la Ville (QPV) «Malpassé - Frais Vallon». Ces quartiers représentent

48 000 habitants résidant à moins de 800 mètres des sections 4 et 5 de la future ligne BHNS B4.

L'opération comprend la réalisation d'un couloir bus type BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces apaisés, élargis et accessibles à tous. Des stations « le vélo », des parcs de stationnement pour vélos particuliers, ainsi qu'une coulée douce, seront également aménagés pour faciliter les déplacements des modes doux.

Plan de financement de l'opération :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à proposition relatif au Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » (Axe 3 : OT4-PI 4 e), susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à **800 000 Euros HT**.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes Sollicités	Montants sollicités en euros HT	Taux (arrondis)
Europe FEDER	3 000 000	37.5 %
Métropole	5 000 000	62.5 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;
- Le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement

rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- L'Accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
- Le Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la gestion de tout ou partie des fonds européens soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès des fonds structures FEDER de l'Union Européenne pour le cofinancement du projet de « développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux », à Marseille 13^{ème} ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 013-090/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM Sud - SOGEA PROVENCE concernant le marché n 12-096 relatif à la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées et mise en provisoire du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération de prolongement du Tramway de Marseille Canebière - Cours saint Louis - Rome - Castellane**

**Information du Conseil de Territoire
DMET 18/16244/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Povençe.

Le marché n°12-096 ayant pour objet l'exécution des travaux préparatoires de dévoiement du réseau d'eaux usées et de mise en provisoire du réseau d'eau potable sur le tronçon Cours Saint Louis – Place Davso dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant le cours Saint Louis et la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Chantiers Modernes et Sogea Sud Est TP en date du 10 août 2012, pour un montant de 1 897 254,90 euros HT résultant du Détail estimatif.

Le marché a démarré le 13 septembre 2012, pour un délai global de 10 mois, soit une fin initialement fixée au 13 juillet 2013. Les travaux comprenaient un délai partiel de 7 mois pour la pose du collecteur principal et le raccordement provisoire de l'ensemble des branchements riverains.

Le marché a été réceptionné en date du 11 juillet 2013.

En cours de travaux, des aléas de chantier, imprévisibles au moment des études, des adaptations de projet ainsi que des prestations complémentaires indispensables au bon déroulement des travaux ont nécessité la création de prix nouveaux provisoires permettant de rémunérer le groupement d'entreprises pour les prestations réalisées. Ces prix nouveaux n'ont pas eu d'incidence sur la masse initiale du marché mais, faute d'accord entre les parties, ces prix nouveaux n'ont pas été rendus définitifs lors de l'établissement du projet de décompte final.

Par courrier du 16 décembre 2013, le groupement a présenté son projet de décompte final pour un montant de 2 350 263,86 euros hors taxes, comprenant les travaux exécutés et acceptés par la maîtrise d'œuvre à hauteur de 1 657 855,24 euros et une demande de rémunération supplémentaire de 692 408,62 euros hors taxes (150 930,00 euros au titre de quantités supplémentaires et 541 478,62 euros au titre d'indemnisation). Ce projet est assorti d'un mémoire en réclamation.

Après discussions, les parties se sont rapprochées et ont finalement accepté de faire chacune des concessions réciproques, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, dont les conditions et modalités font l'objet d'un protocole transactionnel.

Après analyse de la réclamation et négociation, le maître d'ouvrage accepte un complément de rémunération à verser au groupement à hauteur de 239 240,04 euros HT, sur les postes suivants :

- Décalage de démarrage des travaux : 38 688 euros
- Modifications du projet : 21 622,04 euros
- Renforcement encadrement de chantier : 28 000 euros
- Litiges sur quantités : 150 930 euros

Par ailleurs, le protocole transactionnel a également pour objet de fixer le caractère définitif de l'ensemble des prix nouveaux provisoires produits pendant l'exécution du marché. La somme des prix nouveaux définitifs établis sur le marché s'élève ainsi à 208 959,07 euros hors taxes. Il en résulte une rémunération supplémentaire pour le groupement de 16 443,55 euros hors taxes, résultant de l'écart entre les prix nouveaux provisoires et les prix nouveaux définitifs arrêtés. Cette rémunération supplémentaire est accordée au titre de l'indemnisation pour réduction des quantités prévues au marché et est incluse dans l'indemnité globale versée au Groupement.

Le montant total base marché des sommes dues au Groupement au titre de l'exécution du marché s'élève donc à 1 897 095,28 Euros hors taxes (soit 1 657 855,24 euros hors taxes auquel s'ajoute l'indemnité de 239 240,04 euros hors taxes), soit une évolution de - 0,01 % du montant initial du marché.

Par décision du 31 octobre 2017, la société VINCI CONSTRUCTION France a approuvé le projet de fusion de la société CHANTIERS MODERNES SUD ainsi que sa dissolution sans liquidation, au profit de la société GTM SUD. La société GTM SUD se substitue donc à la société CHANTIERS MODERNES SUD pour les droits et obligations découlant du présent protocole. A cette même date, a été acté le changement de dénomination de la société SOGEA SUD-EST TP devenue SOGEA PROVENCE.

Il est ainsi proposé d'approuver un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE ayant pour objet d'accorder au groupement une rémunération supplémentaire globale de 239 240,04 euros HT, de rendre définitif les prix nouveaux provisoires notifiés dans le cadre de l'exécution du marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le marché n° 12-096 relatif à la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées et mise en provisoire du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération de prolongement du Tramway de Marseille Canebière – Cours saint Louis – Rome – Castellane.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE, relatif au marché n°12-096, mettant fin aux litiges nés de l'exécution du marché et permettant d'arrêter le décompte général et définitif du marché.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE, relatif au marché n°12-096, ayant pour objet la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées et mise en provisoire du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération de prolongement du Tramway de Marseille Canebière – Cours saint Louis – Rome – Castellane.

PROX 014-091/18/CT

■ Délégation de service public pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 18/16267/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération n°003-1146/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 16 octobre 2015 dans le journal La Provence, au Moniteur des travaux publics et au BOAMP. L'avis de publicité fixait au 27 novembre 2015, 16h30, la date limite de réception des candidatures.

Trois plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant de : INDIGO Infra France, EFFIA Stationnement et SAGS (Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement).

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 2 décembre 2015 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance en date du 15 décembre 2015, la Commission de Délégation de Service Public a examiné les candidatures reçues. Elle a retenu que les trois candidats respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public d'exploitation du parking en ouvrage

Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat, ainsi que l'égalité des usagers devant ce service public.

Par courriers en date du 8 juillet 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a transmis aux trois candidats retenus le dossier de consultation des entreprises et les a invités à remettre une offre pour le 26 septembre 2016 à 16h30.

Par courriers en date du 21 septembre 2016, la Métropole a répondu aux nombreuses questions posées par les candidats, a apporté une correction matérielle au règlement de la consultation et a rappelé l'interdiction de présenter des offres variantes. Considérant ces éléments, l'autorité délégante a informé les candidats du report de la date limite des offres au 17 octobre 2016, 16h30. Trois plis ont été réceptionnés dans les délais impartis.

Lors de sa séance du 17 novembre 2016, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des offres des candidats suivants :

- INDIGO Infra France
- EFFIA Stationnement
- SAGS.

Après analyse détaillée, la Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 4 mai 2017 et a recommandé d'engager les discussions avec les trois candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe du projet de délibération du Conseil de la Métropole, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société SAGS. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat, à ses risques et périls, le délégataire se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire verse annuellement à la Communauté urbaine une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport établi conformément à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, ci-annexé, il sera proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine n°003-1146/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par

l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;

- Le contrat et ses annexes ;
- Les avis du Comité Technique du 12 mai 2015 et du 21 mai 2015 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 22 juin 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du choix de la société SAGS en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat et sur l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du choix de la société SAGS en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau à La Ciotat et l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

PROX 015-092/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement destinée à la réalisation des travaux d'entretien de la galerie marchande de la station de métro de la Rose

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 18/16268/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille a cédé à la Métropole, en juin 2017, la galerie marchande de la station de métro de la Rose d'une surface de 870m². Cette cession est justifiée par le fait que la galerie et la station de métro constituent un Groupement d' Etablissement Recevant du Public (ERP) et bénéficient désormais d'un propriétaire et d'un gestionnaire uniques.

La galerie abrite actuellement huit commerces et a un fort potentiel de développement : en effet, le tiers des surfaces commerciales sont inoccupées et le parking mitoyen fait l'objet d'un projet de rénovation par la RTM. Le niveau de recettes perçu est important puisque le montant des redevances des commerçants s'élève à 100.000 euros annuels pour moins de 20.000 euros HT de dépenses.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc commercialiser au plus vite ces surfaces non utilisées.

Néanmoins depuis 2006, la Sous Commission Départementale de Sécurité (SCDS) maintient pour le site un avis défavorable d'exploiter. Afin de lever cet avis et de permettre l'utilisation des surfaces désormais propriété de la Métropole, diverses régularisations administratives et la réalisation des travaux sont nécessaires.

En effet, il convient de revoir le système de sécurité incendie pour le relier à celui de la station de Métro, de reprendre entièrement l'étanchéité de la toiture et de remettre aux normes électriques l'éclairage intérieur et extérieur du site.

Pour ces raisons, il vous est proposé l'approbation de la création de l'opération d'investissement numéro 2018105300, destinée à la réalisation des travaux d'entretien de la galerie marchande de la station de métro de la Rose, d'un montant de 500 000 euros inscrite au budget annexe des transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PROX 016-093/18/CT

■ Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole

**Avis du Conseil de Territoire
DGMOB 18/16269/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'article L1231-1 du Code des transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'AO2 pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'autorité organisatrice de second rang conclue entre la Métropole et chaque commune.

Dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire les dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	166
Voix Contre	0
Abstentions	28

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI -
Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine
CHAZEAU - Vincent COULOMB - Vincent GOMEZ -
Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie
LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane
MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE -
Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ -
Nouriati DJAMBAE - Gérard POLIZZI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC -
Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO -
Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges
ROSSO

Commission "Vie Economique"

VECO 001-094/18/CT

■ **Résiliation amiable du contrat de concession
d'aménagement du secteur des Calanques à la
Ciotat avec la SEMIDEP - Approbation du protocole
d'accord de résiliation amiable**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16229/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I
du Code Général des Collectivités Territoriales, le
Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport
présenté ci-après.

La démarche de ré-industrialisation du site des
chantiers navals de la Ciotat a été mise en œuvre
grâce à l'effort conjugué des partenaires publics et
privés, qui ont su élaborer un plan stratégique de
développement industriel par la promotion d'un pôle de
réparation navale de haute et moyenne plaisance.
Dans ce cadre, il est devenu nécessaire de mobiliser
les ressources foncières encore inexploitées sur le site
des anciens chantiers de construction.

Par délibération n° 029-208/08 du 8 février 2008, la
Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a
confié à la SEMIDEP, le soin de réaliser une opération
d'aménagement sur son terrain adjacent au domaine
public maritime départemental. L'objet de cette
opération devait permettre d'offrir aux entreprises
sous-traitantes du site, des espaces et locaux
d'activités adaptés à leurs besoins et non encore
présents sur le secteur.

Une convention a été signée le 10 mars 2008 entre la
CU MPM et la SEMIDEP. L'équilibre de cette
convention reposait sur la cession de lots de terrain à
des tiers privés, avec charge pour la SEMIDEP de
réaliser les travaux d'aménagement. Les analyses
économiques réalisées par la SEMIDEP ont cependant
montré que ce montage n'était pas adapté à la mise en
œuvre du projet stratégique tel qu'aujourd'hui projeté.

Les parties élaborent actuellement, un nouveau
schéma contractuel mieux adapté au projet. Afin de
sécuriser juridiquement ce nouveau projet et le
montage opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-
Provence et la SEMIDEP conviennent d'un commun
accord de mettre fin à tous les effets de la convention
de 2008. Le protocole d'accord joint en annexe a pour
objet la résiliation formelle et amiable de cette
convention, sans indemnités de part ni d'autres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-
après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de
Modernisation de l'Action Publique Territoriale
et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
Nouvelle Organisation Territoriale de la
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
portant création de la Métropole
Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre
2015 portant fixation des limites des territoires
de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités
Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur
Jean MONTAGNAC en qualité de Président
du Conseil de Territoire Marseille Provence
du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole
Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole au
Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les analyses économiques réalisées par
la SEMIDEP ont montré que ce montage

opérationnel n'était pas adapté à la mise en œuvre du projet stratégique tel qu'aujourd'hui projeté ;

- Que les parties ont souhaité l'élaboration d'un nouveau schéma contractuel mieux adapté au projet ;
- Qu'aux fins de sécuriser juridiquement ce nouveau projet et le montage opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP conviennent d'un commun accord de mettre fin à tous les effets de la convention de 2008 ;
- Que la résiliation amiable entre les parties ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité de part ni d'autre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du protocole d'accord de résiliation amiable du contrat de concession d'aménagement du secteur des Calanques à la Ciotat avec la Semidep.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 002-095/18/CT

■ **Approbation de la création d'une filiale de la SPL SEMIDEP société dédiée à la réalisation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un cluster industriel tourné vers le yachting**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16231/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

A la suite de la signature du protocole d'accord de 1994 qui a scellé la fin du conflit social déclenché par la faillite de la NORMED et la création de la SEMIDEP-Ciotat en 1995, le site des chantiers navals de la Ciotat s'est progressivement hissé aux premiers rangs du marché des services techniques aux grands yachts (*refit*). A lui seul, et sur la base des données disponibles, le site représente entre 8% et 10% du chiffre d'affaires mondial du secteur et il accueille chaque année 1/7^e de la flotte mondiale de « Super yachts » de plus de 50m.

La raison d'être essentielle de la SEMIDEP-Ciotat consiste à poursuivre et achever la ré-industrialisation du site des chantiers navals dans son ensemble, dans le cadre d'une stratégie arrêtée par son Conseil d'administration où siègent les différentes collectivités territoriales actionnaires.

Les statuts de la SEMIDEP-Ciotat la dotent pour ce faire d'un objet social portant sur le développement économique, industriel et maritime de La Ciotat, en particulier en ce qui concerne le site des ex-chantiers navals et le Port Vieux. La SEMIDEP-Ciotat peut à ce titre mener toutes actions d'aménagement, acquisition, location, vente, concession, ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle, réaliser la construction d'immeubles et équipements publics, exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaire et créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.

Pour atteindre son objectif de ré-industrialisation et de développement de l'emploi, et inscrire durablement le site de la Ciotat aux premiers rangs mondiaux du *refit* de grands yachts, le Conseil d'administration de la SEMIDEP-Ciotat a approuvé en 2017 un nouveau projet stratégique. Il consiste à développer au sein des chantiers navals un véritable écosystème d'excellence industrielle spécialisé (« cluster »), permettant de traiter localement les projets de *refit* les plus complexes et de créer environ 900 nouveaux emplois qualifiés.

La mise en œuvre de ce projet requiert la valorisation du potentiel foncier encore inexploité sur l'emprise des anciens chantiers de construction, y compris l'aménagement d'un terrain en friche de 3,3 hectares environ, dit « zone des calanques », dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire. Ce terrain présente les caractéristiques adéquates pour y développer un programme d'immobilier d'entreprises

adapté aux besoins spécifiques des nombreux sous-traitants du secteur du *refit* de yachts, qui sont en général des sociétés de petite – voire de très petite – taille, très spécialisées et soumises à un environnement concurrentiel particulièrement intense.

Cette orientation, sous-tendue par une étude pluridisciplinaire conduite au cours de l'année écoulée et dont les conclusions ont été validées par les instances décisionnaires de la SEMIDEP-Ciotat, conduit à réviser sensiblement le modèle économique précédemment envisagé pour l'aménagement de la parcelle métropolitaine précitée.

Par une délibération du 8 février 2008 (Eco 029-2018/08/CC), le Conseil de Communauté de Marseille-Provence-Métropole avait en effet confié à la SEMIDEP-Ciotat le soin de réaliser une opération d'aménagement dont l'objet était de « *promouvoir le pôle de réparation navale de haute et moyenne plaisance* » en vue notamment « *d'offrir à des entreprises des espaces ou des locaux pour des activités non encore existantes* ». Cette délibération avait été suivie de la conclusion d'une convention signée le 10 mars 2008.

Dans les faits, cette convention n'a toutefois que très partiellement été mise en œuvre, pour divers motifs circonstanciels, de sorte qu'il a été convenu de procéder à sa résiliation amiable, par la signature entre les parties d'un protocole.

Aussi, aux fins de la mise en œuvre du nouveau schéma stratégique définie par la SEMIDEP-Ciotat en concertation avec ses actionnaires, il a été décidé la constitution par la SEMIDEP-Ciotat d'une société filiale dont le capital et les droits de vote seraient détenus directement et en intégralité par cette dernière.

Cette filiale, constituée sous la forme de société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce, sera ainsi créée exclusivement pour les besoins du projet de réalisation et d'exploitation d'un programme d'immobilier d'entreprises dédié au développement d'un cluster industriel tourné vers le yachting sur la zone des Calanques et ayant pour objet le développement économique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'un contrat de concession de travaux et de service public à conclure avec cette dernière, sur le fondement de l'exception de quasi-régie (« *in house* »).

La filiale dédiée conclura en outre avec la SEMIDEP-Ciotat, sur le fondement là aussi de l'exception de quasi-régie, des marchés portant sur la conception et la réalisation de ce programme immobilier ainsi que sur son exploitation.

L'article L. 1524-5 du CGCT, qui trouve à s'appliquer à la SEMIDEP-Ciotat en vertu des dispositions de l'article L. 1531-1 du même code, prévoit à cet égard

que « *toute prise de participation (...) dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration (...)* ». Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que pour atteindre l'objectif de ré-industrialisation du site des anciens chantiers navals de la Ciotat et inscrire durablement ce site aux premiers rangs mondiaux du *refit* de grands yachts, le Conseil d'administration de la SEMIDEP-Ciotat a approuvé en 2017 un nouveau projet stratégique qui consiste à développer au sein des chantiers navals un véritable écosystème d'excellence industrielle spécialisé (« *cluster* ») ;
- Que la mise en œuvre de ce projet requiert la valorisation du potentiel foncier encore inexploité sur l'emprise du site, y compris l'aménagement d'un terrain en friche dit

« zone des calanques », dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire ;

- Que ce terrain présente les caractéristiques adéquates pour y développer un programme d'immobilier d'entreprises adapté aux besoins spécifiques des nombreux sous-traitants du secteur du *refit* de yachts ;
- Que la mise en œuvre de ce nouveau plan stratégique par la SEMIDEP et ses actionnaires et la réalisation de ce programme immobilier nécessite la constitution d'une société dédiée, filiale de la SEMIDEP dont le capital et les droits de vote seraient détenus directement et intégralement par cette dernière ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation de la création d'une filiale de la SPL SEMIDEP, société dédiée à la réalisation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un « cluster » industriel tourné vers le yachting.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 003-096/18/CT

■ Approbation du principe de la délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un cluster industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat à conclure avec la LCS YACHTING VILLAGE

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16232/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément au principe d'unicité de gestion posé par le protocole d'accords du 17 août 1994 qui a scellé la fin du conflit social et la fermeture de la NORMED, la SEMIDEP-Ciotat a été créée en 1995 afin d'assurer la ré-industrialisation maritime du site des anciens Chantiers navals de la Ciotat. Les engagements

successifs pris par les collectivités et partenaires publics, ont permis la mise en œuvre d'un plan stratégique et le développement d'un pôle d'expertise industrielle et technologique lié au monde du yachting.

C'est ainsi que la SEMIDEP-Ciotat s'est vue déléguer l'aménagement, la gestion et l'exploitation du port maritime de commerce et de pêche de la Ciotat dans le cadre d'un contrat de concession conclu avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Aux termes de ce contrat, la SEMIDEP-Ciotat transformée depuis le 3 décembre 2010 en société publique locale (SPL), a notamment pour mission de conduire l'action économique nécessaire à l'implantation des entreprises et à la création des emplois recherchés dans le cadre du projet de reconversion du site.

Le développement du site en un pôle de référence mondial pour les services techniques aux yachts de très grande taille, s'articule autour de trois grands axes complémentaires :

- le développement sur le site d'un pôle d'expertise industrielle et technologique de premier plan ;

- l'amélioration continue des services connexes répondant aux besoins spécifiques de la clientèle du yachting ;

- la poursuite du développement des capacités d'accueil du site.

Ce dernier axe nécessite aujourd'hui la mise à disposition d'ateliers et bureaux aux entreprises partenaires et sous-traitantes de l'activité du *refit* et du yachting.

Le secteur dit « zone des Calanques », au nord-ouest du site, est stratégiquement identifié pour remplir cette fonction dans le schéma de développement global.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire de ce terrain et compétente en matière de développement et d'aménagement économique, souhaite ainsi y ériger un service public dédié à l'exploitation d'un « cluster industriel » tourné vers le Yachting.

Il est proposé de confier la réalisation des ouvrages nécessaires et la gestion de ce service à la société LCS YACHTING VILLAGE, filiale détenue à 100% par la SEMIDEP-Ciotat, via un contrat de délégation de service public sous forme concessive pour une durée de trente ans.

Le délégataire assurera la maîtrise d'ouvrage d'un programme de travaux estimé à 15,6 millions d'euros HT et l'exploitation du service, notamment la gestion des autorisations d'occupation du domaine public délivrées aux entreprises à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence. Il assurera un niveau d'équipements permettant de garantir le confort, l'adaptabilité des locaux en fonction de la demande et leur sécurité, et

prendra en charge l'entretien, la maintenance des infrastructures et des constructions, ainsi que le gardiennage du site, conformément aux objectifs de la collectivité.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé, conformément à l'article L1411-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le contrat de délégation de service public sera conclu sans publicité ni mise en concurrence, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement et d'aménagement économique ;
- Que la conduite de l'action économique, nécessaire à l'implantation des entreprises et à la création d'emplois recherchés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, s'inscrit dans le projet de reconversion industrielle des anciens chantiers navals de La Ciotat ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous la forme d'une concession de service public, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un « cluster » industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat ;
- Qu'une société filiale exclusivement dédiée à ce service sera créée par la SEMIDEP-Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du principe de délégation de service public à conclure avec la LCS YACHTING VILLAGE et les caractéristiques générales du service délégué, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un « cluster » industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 004-097/18/CT

■ Projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Approbation du contrat de concession au bénéfice de la SPL SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DGDE 18/16135/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5128-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de leur ancienneté, ces activités se sont organisées au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activité dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance. Sera en particulier ciblé le segment des bateaux de 12 à 18 mètres.

L'objectif à terme consiste donc à implanter et organiser des services dédiés à l'entretien / réparation de bateaux, couvrant l'ensemble de la gamme des besoins plaisanciers métropolitains et disposant d'une palette compétitive de services et équipements nécessaires à leur exploitation : ateliers, bureaux, parkings clients, postes à flot, espace à terre, aire de carénage et moyens de levage, sur un site sécurisé. Sur le littoral méditerranéen, ces pôles multiservices sont de plus en plus privilégiés par les plaisanciers qui y trouvent une diversité d'acteurs et de savoir-faire, préférables à un essaimage d'installations moins performantes.

Par la délibération n°MET/17/3817/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo et sa volonté de confier à la SPL SOLEAM la réalisation de cette opération dans le cadre d'un contrat de concession de travaux. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, même si elle ne réalise pas l'opération sous sa propre maîtrise

d'ouvrage et la confie à la SPL SOLEAM, le contrôle demeure analogue à celui qu'elle pourrait exercer sur ses propres services, lui permettant de suivre de façon très fine la réalisation de l'opération tant sur les aspects financiers que techniques.

Par cette délibération, il est ainsi proposé de confier à la SPL SOLEAM la réalisation de la restructuration du site de l'Anse du Pharo sous la forme d'une concession de travaux.

Il est précisé que, sur le fondement de l'article 16.III de l'ordonnance n°2016-65 du 26 janvier 2016 relative aux contrats de concessions, la désignation de la SPL SOLEAM comme concessionnaire n'est pas subordonnée à la mise en œuvre d'une procédure de publicité préalable et de mise en concurrence.

Sont envisagés au titre de la concession :

Le périmètre de l'opération est d'une superficie de 28 927 m², soit 10 881 m² pour le plan d'eau et 18 046 m² pour la surface terrestre.

La réalisation de travaux d'infrastructures maritimes et terrestres et de bâtiment :

Infrastructures : réalisation d'une jetée et d'une contre-jetée, réalisation d'un ponton flottant, réalisation d'un dé et d'une grue de levage, réaménagement du terre-plein central consistant en une aire de carénage (zone technique et aire de stationnement sécurisée pour accueillir les bateaux), réalisation de parkings, réalisation de voiries de dessertes et de manœuvres redimensionnées en fonction des besoins de l'opération

Bâtiments : démolition d'un bâtiment existant et réalisation a priori d'un bâtiment linéaire en R+2 d'environ 4 000 m² de surface de plancher (SDP) comprenant et accueillant :

En Rdc : Ateliers de réparation donnant de plain-pied sur l'aire de carénage

En R+1 : commerces d'accastillage (exemple)

En R+2 : des bureaux uniquement dédiés aux activités tertiaires en lien avec des activités maritimes

Les principales recettes attendues, pour la première année d'exploitation des nouvelles installations, reposent sur les locations escomptées à hauteur de 667 900 euros, 504 500 euros correspondant aux recettes locatives et 163 400 euros pour les mises à disposition (terre-plein et poste travail à flot).

Les missions confiées à la SPL SOLEAM sont les suivantes :

-Procéder aux études nécessaires à la réalisation de l'opération, et notamment la finalisation des études de programmation, la réalisation des études opérationnelles ainsi que d'une manière générale préparer l'ensemble des dossiers préalables pour l'obtention des autorisations administratives

nécessaires à la réalisation de l'opération, qu'il s'agisse du domaine maritime ou terrestre ;

-Proposer, en cours d'opération, toute modification de programme qui s'avérerait nécessaire, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants, sans toutefois remettre en cause l'objet et l'équilibre financier de la concession ;

-D'une manière générale, assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération telle que décrites dans le contrat de concession, ainsi que la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à leur exécution et proposer toute modification de programme qui s'avérerait opportune ;

-La reprise et la gestion des contrats et autorisations d'occupation du domaine public en cours

-Exploiter les ouvrages réalisés pendant une durée de 25 ans (délivrance des autorisations d'occupations du domaine public après mise en concurrence) et remettre à cette échéance lesdits ouvrages à la collectivité concédante selon les modalités définies au contrat de concession.

Les engagements financiers de la Métropole

Le montant total des investissements est estimé à 11 239 954 euros HT

La participation de la collectivité s'élève à un montant de 4 000 000 euros HT, telle que définie dans la délibération MET 17/3817/CM du 19 octobre 2017.

Cette participation s'explique par le fait que la réalisation de cette opération comporte des contraintes particulières:

-en ce qui concerne les futurs occupants, les tarifs appliqués doivent rester compétitifs dans un contexte économique fragile, en particulier pour celui de la plaisance, avec une volonté de remplissage rapide des locaux ;

-en ce qui concerne les investissements, les ouvrages à réaliser sont complexes : digue/ quais nécessitant des dragages et l'obtention de plusieurs autorisations administratives, sur un site situé sur le Domaine Public Maritime ;

-une prise de risque importante liée aux aménagements à réaliser (pollution, déroctages complémentaires probables...).

Elle fera l'objet de versements définis en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur le bilan annexé au contrat de concession. Ils sont évalués aux montants suivants :

Année 2018 : 500 000 euros

Année 2019 : 2 000 000 euros

Année 2020 : 1 000 000 euros

Année 2021 : 500 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 26 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1531-1 ;
- La délibération n°DEV 012-1689/15 du 21 décembre 2015 relative à la convention n°17/0091 confiant à la SOLEAM la réalisation d'une étude de restructuration de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n°ECO 006-1051/16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'avenant n°1 à la convention n°17/0091 ;
- La délibération n°MET 17/3817/CM du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la restructuration de l'Anse du Pharo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de retenir la SPL SOLEAM en tant que concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Approbation du contrat de concession au bénéfice de la SPL SOLEAM ».

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 005-098/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Carènes Services délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à Marseille

Information du Conseil de Territoire DIPORSV 18/15959/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1^{er} janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 1/343/CC du Conseil de Communauté du 26 mars 2007 approuvant la convention de Délégation de Service Public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

VECO 006-099/18/CT

■ **Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Nouvelle Aire délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge à Marseille**

Information du Conseil de Territoire DIPORSV 18/15961/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière

du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la

présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

VECO 007-100/18/CT

■ **Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de DG Services délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry le Rouet**

Information du Conseil de Territoire DIPORSV 18/15962/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG Services compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

VECO 008-101/18/CT

■ Présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation-SAFIM délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à la Ciotat Edition 2017

Information du Conseil de Territoire DIPORSV 18/15963/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier

2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales à La Ciotat Edition 2017.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Les Nauticales à La Ciotat Edition 2017.

VECO 009-102/18/CT

■ Approbation de l'adhésion annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur

Information du Conseil de Territoire DIPOR 18/16184/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° 831571 FAE du 6 février 1984, le Conseil Municipal de la Commune de Marseille a approuvé l'adhésion de la Ville de Marseille à l'Union des Ports de Plaisance du Levant, adhérente elle-

même à la Fédération Française des Ports de Plaisance.

Les Communes de La Ciotat et Sausset-les-Pins cotisaient également à l'Union des Ports de Plaisance du Levant.

Cette dernière s'est vue substituée par l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA).

Face au développement des activités de plaisance donnant naissance à des problèmes de plus en plus complexes, liés à la gestion et à l'exploitation des ports de plaisance, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional tel que l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur en Méditerranée ou National tel que la Fédération des Ports de Plaisance.

Par délibération n° POR 11183/CC du 31 mars 2004, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu d'une part du nombre d'anneaux regroupés dans les 24 ports de plaisance dont elle assurait la gestion, et d'autre part de sa volonté de s'affirmer comme premier pôle européen de plaisance, a pris la décision d'adhérer à cette association.

Par délibération n° MER 002-896/16/CM du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à maintenir l'adhésion récurrente à cette association.

Cette association est l'organisme professionnel des ports de plaisance, sous forme associative. Elle a été créée par et pour les gestionnaires de ports de plaisance. Ce sont eux qui la composent et c'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA. Ils la font vivre et évoluer au travers de leurs besoins, leurs demandes et leurs souhaits de développement. Elle est la représentation, dans notre région, des gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales. Regroupant plus de 90% des ports de plaisance de la région, l'UPACA :

- fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire;
- anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques ;
- est une interface entre les gestionnaires de ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires ;
- assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA ;
- entretien ;

- des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement le Conseil Régional PACA, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique;
- négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment ;
- collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique;
- participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement;
- a des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance comme les professionnels du nautisme (par exemple la FIN, Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche, en règle générale tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

Le conseil d'administration de l'UPACA est composé de 16 postes d'administrateur parmi lesquels le Président, le Vice-Président, le Trésorier et le Secrétaire Général qui composent le bureau. Aix-Marseille-Provence Métropole a un poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'UPACA depuis de nombreuses années. Ce poste est occupé par un élu désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence. En ce qui concerne la présence aux réunions statutaires, conseils d'administration, assemblées générales, etc... le directeur de la direction des ports, délégué par l'élu, représente la Métropole.

Aix-Marseille-Provence Métropole a également un siège d'administrateur, représentant l'UPACA, au Conseil d'Administration de la Fédération Française des Ports de Plaisance (FFPP). En effet, l'UPACA a 4 sièges d'administrateur (sur 16) dans la gouvernance de la FFPP. Ainsi, Aix-Marseille-Provence Métropole siège aussi au Conseil d'Administration de la FFPP.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires sis à Istres et le port Albert Samson sis à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consenties à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône sis à Port-Saint-Louis-du-Rhône et le port de Beau Rivage sis à Saint Chamas. Le nombre d'anneaux gérés en régie directe passe de 4 000 anneaux à 4310; ce chiffre servant de base à la cotisation annuelle. La Métropole Aix-Marseille-Provence gère donc 28 ports de plaisance depuis cette date.

Le montant de la cotisation pour l'année 2018 s'élève à 25 084,20 Euros.

L'Union des Ports de Plaisance, membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance au travers des adhérents soit 360 ports à gestion publique ou privée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Les documents joints en annexe.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion annuelle à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion annuelle à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA).

VECO 010-103/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association FSN 13 pour l'action Mare Nostrum DCOMSV 18/16264/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La FSN 13 regroupe les sociétés nautiques des Bouches-du-Rhône, elle entretient avec ses membres des contacts réguliers dans le but d'assurer la défense et la promotion de leurs intérêts et le cas échéant la mutualisation de leurs actions. Elle promeut les activités nautiques sur tout le département 13.

La Fédération des Sociétés Nautiques des Bouches du Rhône a été créée en 1945 sous l'impulsion de l'Amiral Emile Muselier.

Elle est l'une des plus anciennes fédérations de plaisanciers de France et siège aux :

- Commissions nautiques locales ;
- Conseils portuaires ;
- Conseil consultatif régional de la mer ;
- L'Office de la mer ;
- Conseil économique, social et culturel du Parc des calanques ;
- Comité de pilotage du Parc marin de la côte bleue.

Depuis sa création, la Fédération a joué un rôle décisif dans le développement du nautisme populaire. Ce sont aujourd'hui plus de 3200 familles membres des différents clubs du département qui sont soutenues et aidées par FSN13.

Les sujets qui mobilisent la FSN13 sont aussi divers que l'est le nautisme. Ils touchent tous les domaines

de la société que ce soit en termes d'économie, d'aménagement, d'emploi, de sécurité, de tourisme, d'éducation, de loisir ou de sport.

Les mutations constantes de ces domaines se répercutent sur l'ensemble des activités, elles doivent donc être prises en compte, analysées et transmises à tous les plaisanciers pour leur indiquer le cadre réglementaire et législatif adapté à son activité.

La mission de la fédération est d'être au plus proche du pratiquant pour l'informer en plaçant la sécurité au cœur de ses préoccupations et de faire en sorte que tous les clubs nautiques aient le même niveau d'information.

En 2015, la Fédération a participé aux commissions nautiques locales, aux conseils portuaires, aux conseils consultatifs régional de la mer, aux Assises nationales de la pêche et de la plaisance, a tenu un stand aux 9ème rencontre régionales de la mer et du littoral.

Trois Rendez-vous des quais (conférences thématiques) ont été organisés cette année, clôturés par la traditionnelle soirée Mare Nostrum regroupant les membres de tous les clubs affiliés à la Fédération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire .

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5000 euros TTC à l'association FSN 13.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 011-104/18/CT

**■ Approbation d'une subvention à l'association
Fédération des sociétés nautiques des Bouches du Rhône**

DCOMSV 18/16251/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Après Notre-Dame de la Garde, le Vieux-Port est le deuxième meilleur symbole de Marseille, 92% de ses habitants déclarent s'y rendre.

Le Vieux-Port est donc bien le lieu idéal de convergence et de rendez-vous. L'endroit où l'on se retrouve pour célébrer les victoires et partager les grands moments. Le passage obligé pour tous les défilés. C'est ici que l'on espère sentir battre le cœur de Marseille. Ici que les caméras de télévision du monde entier viennent et reviennent pour filmer la ville et ses habitants, avec l'espoir de capter leur âme. Le Vieux-Port, c'est 17 clubs nautiques, 3 200 bateaux donc 3 200 familles.

Pourtant le reportage de Sea Sheperd de l'été 2015 a mis en évidence une réalité : le fond du Vieux-Port de Marseille s'apparente plus à une décharge publique qu'à celui d'une calanque !

Ainsi l'association FSN 13 souhaite mettre en œuvre une journée de nettoyage du vieux port qui sera la deuxième d'une longue série.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Le Nettoyage du vieux port de Marseille avec l'aide de bénévoles plongeurs et plaisanciers.
- Sensibiliser la population adultes et enfants sur les déchets marins.
- Faire de la prévention sur les conséquences de cette pollution.

Dans le cadre de sa compétence déléguée en matière protection et mise en valeur de l'environnement, le Conseil de territoire Marseille Provence souhaite soutenir l'action de l'association FSN13 à hauteur de 15 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la subvention du Conseil de Territoire Marseille Provence à l'association FSN 13 d'un montant de 15 000 euros TTC dans le cadre de la mise en oeuvre du nettoyage du Vieux Port .

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 012-105/18/CT

■ Programme d'Investissements d'Avenir - Villes et Territoires Durables - Approbation de la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine de mise en œuvre du projet d'innovation Sirius

Information du Conseil de Territoire DEE 18/16230/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le programme d'actions «Sirius» conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille-Provence sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13^e arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) «Ville durable et solidaire» lancé par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) via le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) «Villes et Territoires Durables».

Il s'agit d'une expérimentation réalisée sur le périmètre d'une opération de renouvellement urbain de 1 500 logements d'un quartier prioritaire (ANRU). Par le champ de ses actions (maîtrise des dépenses énergétiques, développement des énergies

renouvelables, développement de la mobilité durable, d'une agriculture locale en circuit court etc.), cette expérimentation peut être considérée comme le «pendant», pour une opération de rénovation, du projet de construction neuve d'Ecocité portée par l'EPAEM.

L'AMI et le projet SIRIUS se déroulent en deux phases :

- Phase 1 dite de «maturation des projets» : phase d'études complémentaires permettant de préciser les éléments du dossier de candidature de 2015
- Phase 2 dite de «mise en œuvre des projets» : phase de lancement des investissements validés lors de la phase précédente.

Pour chaque phase, un dispositif contractuel avec l'ANRU doit être mis en place.

Ce processus est à deux niveaux :

1. La signature par AMP, en tant que pilote, d'une «*convention cadre*»,

Cette convention permet d'acter, entre la Métropole, l'ANRU et le SGPI (ex CGI), les objectifs, le contenu et échéances des actions qui vont être réalisées.

La Métropole signe cette convention avec l'ANRU au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage du programme d'actions « Sirius ».

2. La signature par chaque maître d'ouvrage d'une «*Convention Attributive de Subvention*» (CAS),

Ces CAS permettent d'acter le montant des subventions allouées par l'ANRU à chaque maître d'ouvrage.

Ainsi, la Métropole signe les CAS correspondant aux actions qu'elle porte et HMP signe les CAS pour les actions qu'il porte lui-même.

La présente délibération concerne la phase 2 du dispositif.

La phase 2 est appelée «phase de mise en œuvre» des projets.

Elle va donner lieu au même processus de contractualisation avec l'ANRU.

En effet, après présentation d'un nouveau dossier, faisant état des conclusions des études de la phase 1, la Métropole et son partenaire HMP, ont obtenu, via un comité de pilotage en octobre 2017, des nouveaux financements de la part du SGPI.

Sur une enveloppe totale de 2 370 960 euros de financements demandés pour démarrer les actions, le SGPI contribuera à hauteur de 35 % soit 821 370 euros.

Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Montant de la subvention PIA demandée par la Métropole	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA sollicité	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA
AMO pour le suivi opérationnel du projet d'innovation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	190 000 €	152 000 € soit 80 %	190 000 €	80 %	152 000 €
Poste chargée de mission Environnement et Ecologie urbaine (1 ETP sur 3 ans)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	300 000 €	240 000 € soit 80 %	300 000 €	50 %	150 000 €
Création d'une centrale PV en autoproduction / autoconsommation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	1 587 000 €	1 269 600 € soit 80 %	529 000 €	45 %	238 050 €
Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Montant de la subvention PIA demandée par HMP	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA sollicité	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA
Création de nudges techniques et comportementaux pour les logements	Habitat Marseille Provence (HMP)	606 700 €	485 360 € soit 80 %	122 650 €	80 %	98 120 €
Etude d'opportunité de la monnaie vertueuse	Habitat Marseille Provence (HMP)	50 000 €	40 000 € soit 80 %	50 000 €	80 %	40 000 €
Etude de faisabilité de la monnaie vertueuse	Habitat Marseille Provence (HMP)	40 000 €	32 000 € soit 80 %	40 000 €	80 %	2 000 €
Etude pour le lancement d'une démarche de commissionning sur le patrimoine de HMP	Habitat Marseille Provence (HMP)	139 000 €	111 200 € soit 80 %	139 000 €	80 %	111 200 €
TOTAUX :			2 330 160 €	/	35 %	821 370 €

Il s'agit donc de délibérer la «convention cadre» de la phase 2 permettant d'acter le contenu de ces actions et de décliner ensuite les Conventions Attributives de Subventions (CAS) pour chaque maître d'ouvrage.

Les actions définies lors de cette phase 2 «mise en œuvre» s'articuleront avec celles financées dans le même quartier au titre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine : PCET - Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables - Approbation de la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation «Sirius».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine : PCET - Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables - Approbation de la convention cadre avec

l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation «Sirius».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le PCET - Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables - Approbation de la convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation «Sirius».

VECO 013-106/18/CT

■ Approbation d'une subvention à l'association Côte Bleue Passion DCOMSV 18/16248/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Côte Bleue passion organise une course à la nage « la traversée des canards et des dauphins » qui réunit les passionnés de la mer sur le littoral de la cote bleue.

Cette traversée est une course à la nage avec ou sans palme qui part du port de Carry pour arriver à la plage du Rouet.

La Quatrième édition aura lieu le 23 septembre 2018 et réunira près de 500 passionnés.

Ce parcours traverse le parc marin de la Cote bleue et s'inscrit dans la compétence sport mis en œuvre par le Territoire.

Comme pour les précédentes éditions, la manifestation fait partie du programme des manifestations qui se déroulent en septembre tout au long du littoral de notre territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 3000 euros TTC à l'association Côte Bleue Passion.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 014-107/18/CT

■ Attribution d'une subvention au théâtre NONO DCOMSV 18/16253/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

C'est autour de la thématique de rencontres internationales motivées par le désir de rendre efficient un lien réel entre le monde de l'entreprise et celui des arts, le théâtre NONO souhaite développer une activité novatrice : le pôle Arts et Economie.

Cette initiative vise à valoriser le lien entre la recherche artistique et les innovations technologiques, de développer de nouveaux types de partenariats entre l'entreprise et le monde culturel, de soutenir des initiatives transversales.

Dans cette perspective le pôle Arts et Economie explorera les thématiques spécifiques :

Art et développement durable
Réseaux de circulation artistiques et transports urbains
Ruralité et urbanisme : quelles cultures actuelles ?
Multiplication des supports
Innovation numérique
Information des publics
Formation et emploi
Territoires industriels et emploi

Le pôle Art et Economie s'inscrit dans la filiation symbolique de la formidable action de la Comtesse Lily Pastré, mécène et complice d'artistes qu'elle héberge, soutient, fait connaître, et soigne parfois pendant l'occupation rendant pérenne de grands événements culturels dont le festival d'art lyrique d'Aix en Provence.

Son association « pour que l'esprit vive » place un idéal artistique fondé sur la rencontre d'écritures venues de toute l'Europe.

Renouer avec l'héritage de la Comtesse dans la perspective d'un territoire culturel et économique créatif c'est permettre aux spectacles emblématiques de créateurs européens originaux, échappant aux circuits classiques de l'offre culturelle, d'accéder à la scène.

La gouvernance du pôle Arts et Economie est inédite : un collège de 7 sages issus du monde de l'entreprise et des arts qui détermine la programmation et les manifestations.

Ainsi le projet artistique 2018 est riche et varié : créations françaises, parcours culturel itinérant en extérieur, spectacle hors les murs, cabaret, danse, spectacles lyriques, rencontres Sciences et Arts dans le cadre de la deuxième édition des rencontres Lily Pastré, musiques contemporaines, gastronomie ..Etc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence
du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 50 000 euros TTC au théâtre NONO.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le théâtre NONO.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 EST CT1 – A710/65748/022.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 015-108/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Printemps du livre DCOMSV 18/16254/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le printemps du livre de cassis, manifestation culturelle créée en 1987 sur proposition du ministère de la culture a atteint une renommée nationale solidement ancrée grâce à l'association originale du livre et de multiples écritures artistiques diverses.

Au cours des dernières années plus de 200 grands écrivains économistes musiciens photographes ou comédiens français et étrangers y ont participé parmi lesquels Jorge Amado, Patrick Chamoiseau, Jean D'Ormesson, Douglas Kennedy, David Foenkinos, Vargas Llosa ...etc.

Les rencontres ont été conçues par l'association le Printemps du Livre et animées par Patrick Poivre D'Arvor. Le bilan est très positif pour les organisateurs de l'Association et les opérateurs de cette manifestation devenue incontournable, et qui est aujourd'hui un rendez-vous très attendu dans le monde littéraire.

La XXVIII^e édition 2017 du Printemps du Livre de Cassis autour du thème « Ecrire, face au chaos du monde », s'est parfaitement déroulée en conjuguant cette année encore littérature, musique, une magnifique exposition de photographies, et un très beau programme de cinéma en hommage à Patrice Leconte.

Cette année cette édition conjuguera les arts autour du thème « l'amour dans tous ses états » avec la participation entre autres de Guillaume Musso, Alain Finkelkraut, Alexandre Jardin .

La rencontre entre écrivains et collégiens sera reconduite sur 7 collèges du territoire permettant à 700 jeunes lecteurs de participer activement à cet événement au sein de tables rondes avec les écrivains.

A ce titre il est proposé de soutenir cette manifestation à hauteur de 25 000 euros TTC .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire .

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 25 000 euros TTC à l'association Printemps du livre pour l'édition 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

VECO 016-109/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Festival de court métrage de la Côte Bleue DCOMSV 18/16255/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival de Courts Métrages de la Côte Bleue (FCMCB) est un festival international ouvert aux jeunes cinéastes. Il a pour but de faciliter les relations entre les jeunes du monde entier, de promouvoir la diffusion de film de courts métrages, de révéler et d'aider des vocations.

Le festival est ouvert uniquement aux cinéastes de moins de 30 ans (inclus), âge de l'année de réalisation du film. Les films non francophones doivent être sous titrés en français ou en anglais

Cette manifestation se déroulera une fois encore à Carry le rouet en octobre 2018.

La 7ème édition du festival permettra de voir de nombreux films et l'éclosion de jeunes réalisateurs, dont les œuvres venues des quatre coins de la planète participeront à l'évolution du 7ème art. L'entrée est libre et les spectateurs pourront voter pour le prix du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5 000 euros TTC à l'association Festival de court métrage de la Côte Bleue.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

VECO 018-110/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Acontraluz DCOMSV 18/16259/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Acontraluz est un festival qui implique l'ensemble des acteurs du secteur et dynamise la ville pendant 10 jours. Autour d'un concept fédérateur, Acontraluz propose une offre musicale et artistique variée autour des déclinaisons de la musique actuelle.

Un tournant a été pris avec l'élargissement aux acteurs musicaux locaux, avec une multiplication d'une trentaine de petits événements, concerts, expositions autour du festival et des innovations telles que :

- Des journées professionnelles avec un « Marché », des conférences à la Villa Gaby,
- L'intervention de designers et architectes pour travailler sur l'environnement artistique, à l'intérieur du périmètre de festival. Deux pavillons créés par des artistes, architectes, designers.

La musique et la programmation musicale sont deux éléments essentiels mais le festival crée les

conditions optimales d'une appropriation par la jeunesse.

Ainsi du 30 Août au 9 septembre 2018, cet événement musical et culturel se déroulera dans les lieux labélisés de la Ville de Marseille et se terminera au pied du Mucem le 7 et 8 septembre 2018.

Plus de 25 000 personnes sont attendues.

Les festivals représentent un réel atout pour le développement économique du territoire qui dispose des infrastructures permettant d'optimiser l'accueil des touristes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 30 000 euros TTC à l'association Acontraluz.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec à l'association Acontraluz.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 EST CT1 – A710/65748/022.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 019-111/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Ville et Cultures DCOMSV 18/16260/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Ville et culture organise depuis 35 ans la cavalcade de la Saint Michel qui se déroule en septembre 2018 à Marseille dans les rues de Mazargues.

Cette manifestation, offerte aux habitants du territoire propose un spectacle de danse traditionnel ainsi qu'un spectacle équestre dans les parcs de la maison blanche.

Plus de 3000 personnes sont attendues.

300 exposants, 50 bénévoles, 20 groupes de chevaux et folkloriques, ainsi que la participation des écoles contribuent à la réussite de cet événement qui met en lumière les traditions provençales du territoire.

A ce titre il est proposé de soutenir financièrement cette manifestation par l'octroi d'une subvention de 4 000 euros TTC à l'association Ville et Culture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 4 000 euros TTC à l'association Ville et Cultures.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Présents	106
Représentés	38
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	13

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 020-112/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association SCO Sainte Marguerite DCOMSV 18/16256/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 28 octobre 2018 se déroulera la Course Marseille-Cassis. Cette épreuve sur route est inscrite au calendrier de la Fédération Française de l'Athlétisme et de la Fédération Internationale de l'Athlétisme. C'est une épreuve populaire avec 15 000 inscrits sur la course. Elle est organisée depuis 1979 par le SCO Sainte-Marguerite (créée le 11 août 1945, qui compte aujourd'hui 18 sections soit 2 000 adhérent). 500 bénévoles sont mobilisés par l'organisation. La distance à effectuer est de 20 km, sur un parcours allant du Nouveau Stade Vélodrome, à Marseille en passant par la montée de la Gineste jusqu'au Port de Cassis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir cette course de renommée internationale qui lui permet de promouvoir à la fois son territoire et ses compétences. En effet en tant que partenaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie d'une large couverture médiatique mettant en avant non seulement deux communes de son territoire mais aussi ses actions en matière de propreté et de tri. Le budget prévisionnel de la manifestation est annexé au présent rapport

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte soutenir en matière d'attractivité et de valorisation du territoire, ainsi que de tri et de valorisation des déchets collectés.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de 61 000 euros TTC à la course Marseille-Cassis versée à l'association SCO Sainte Marguerite répartis comme suit :

- 36 000 euros TTC sous forme de mise à disposition de moyens logistiques et humains définis dans la convention ci-annexée .

- 25 000 euros TTC sous forme de subvention directe.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la SCO Sainte-Marguerite.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés